des assemblées citoyennes en chemin

RÉUNION DES COORDINATEURS D'ASSEMBLÉES CITOYENNES

Mai 2010 - Paris

Compte-rendu



Sommaire

1. Objet de la rencontre 3
2. Méthode de rédaction du compte-rendu 3

3. A la recherche de nouveaux piliers de la gouvernance mondiale 5
3.1 Assemblées et alternatives citoyennes : entrée en débat et premières explorations (discussion) 7

4. Les processus d'assemblées régionales : arrêts sur image, avancées et progressions 12
4.1 Du Forum Chine-Inde de 2007 à l'Assemblée asiatique de citoyens de 2010 12
4.2 Caravanes itinérantes et assemblée citoyenne du Sahel-Sahara 16
4.3 Bâtir le Mali à partir des perspectives locales 18
4.4 Vers l'Assemblée régionale de citoyens d'Iquique – Cône Sud 21
4.5 Construire une communauté méditerranéenne des peuples 25
4.6 A travers l'Océanie. Vers une assemblée de citoyens du continent liquide 27
4.7 Citizens for Europe : relier initiatives et propositions citoyennes 29

5. Au-delà du modèle unique : l'art de construire des liens, de nouveaux équilibres et des itinéraires entre l'unité et la diversité (suivi transversal) 30

6. Les assemblées du second semestre 2010 et leur préparation 36
6.1 Asie : le chemin jusqu'à l'assemblée d'août 2010 et au-delà 36
6.2 « Hui » et conférence de l'UICN en Océanie 39
6.3 Dialogues citoyens de Valencia – première assemblée en Méditerranée 41
6.4 L'Assemblée régionale de citoyens d'Iquique – Cône Sud 42
6.5 Sahel-Sahara : des caravanes citoyennes à l'assemblée d'Ayoun 44
6.6 Mali : de l'étape locale aux étapes régionales et nationales de l'assemblée 46

7. Contribution à une nouvelle étape de construction des responsabilités humaines 47
7.1 Élaboration de chartes éthiques, liens entre assemblées et perspectives d'avenir (discussion) 50

8. Annexes 53
8.1 Invitation et programme 53
8.2 Participants 56

1. Objet de la rencontre

Cette deuxième rencontre des coordinateurs d'assemblées citoyennes a proposé d'aborder le cadre, la progression et les perspectives des assemblées citoyennes en cours dans les régions du Cône Sud, de la Méditerranée, de l'Asie, de l'Océanie, du Sahel-Sahara, du Mali et de l'Europe.

Il s'est agi de reprendre l'idée d'assemblée citoyenne en s'interrogeant sur la façon dont **les assemblées participent et renforcent la diversité des dynamiques citoyennes et populaires de cette deuxième décennie du XXIème siècle**. La réunion a souhaité donner du relief à la signification historique de cette idée, à sa place et à son importance dans le contexte actuel de la mondialisation. Deux années seulement se sont écoulées depuis la première réunion fondatrice de 2008, et le monde a continué à changer depuis lors. La crise financière et économique s'est déchaînée juste après la réunion de juin 2008 et la proposition d'assemblée citoyenne redouble sa pertinence.

Il s'est agi d'autre part de faire le point sur les **préparatifs des rencontres du second semestre de l'année 2010**. Le désir d'élargir les liens tissés entre les animateurs d'assemblées à d'autres initiatives similaires, implique d'avancer vers une vision et une stratégie globale, tout comme vers l'esquisse de perspectives pour l'après 2010.

La rencontre s'est déroulée en **deux journées :** la première consacrée à une **redécouverte et une mise à niveau mutuelles ;** la seconde aux **préparatifs des rencontres du second semestre 2010** et aux **perspectives au-delà de 2010**.

2. Méthode de rédaction du compte-rendu

Les deux journées de travail ont donné lieu à des communications intégrant à la fois des **récits du déroulement des différents processus**, des **éléments de synthèse et d'analyse**, **des débats et des commentaires personnels** donnant du relief à chacune des initiatives. Passer trop directement de cette diversité d'expression à des éléments de synthèse aurait conduit à dénaturer le dialogue et à s'affranchir d'une partie de la richesse des contributions. Le choix a donc été fait de conserver une certaine **fidélité** au contenu initial des communications, en travaillant à partir d'enregistrements vidéo (8 heures au total) et d'une prise de note complémentaire.

La réunion a permis d'explorer, sur un mode non-directif, **l'itinéraire et la construction de chaque processus**, en la complétant par des débats et des éclairages complémentaires. De ce fait, la démarche tend à se rapprocher davantage d'une **capitalisation d'expériences** que d'une simple restitution des échanges. Plusieurs coordinateurs ont d'autre part insisté sur le

besoin de donner plus de visibilité, de garder une **trace visible des itinéraires** et des micro-processus à l'œuvre dans les assemblées.

La transcription des communications s'est appuyée sur les **enregistrements vidéos** de François Soulard (réalisées dans la langue originale des témoignages) et des notes prises par Germà Pelayo. La plupart des interventions faites durant les débats ont été ré-agencées pour venir enrichir la description du processus d'assemblée correspondant.

L'édition informatique des matériaux et du compte-rendu a été réalisée avec les logiciels libres Open Office, Scribus, Gimp, Kino, Kdenlive, Gwenview.

Les illustrations et textes sont sous licence Creative commons 2.0 by-nc.



3. A la recherche de nouveaux piliers de la gouvernance mondiale

Gustavo Marin - Il y a deux ans, en juin 2008 dans cette même salle de la Fondation Charles Léopold Mayer, nous nous étions dits « mettons en œuvre cette idée d'assemblée citoyenne dans différentes régions du monde ». Dans l'intervalle, si l'on regarde comment le monde a évolué depuis 2008, le moins que l'on puisse dire, c'est que **le monde a changé profondément et très rapidement**. La crise et les crises s'annonçaient déjà. Pour autant, la crise économique et financière s'est effectivement déchaînée à partir de septembre 2008. Celle-ci ne s'est pas faite sentir avec la même force dans des pays comme l'Inde ou d'autres pays du Sud où les amortisseurs sociaux sont plus consistants. Mais elle a affecté fortement les pays dits avancés : l'Europe, les États-Unis, le Japon, qui souffrent d'une crise économique et financière comme jamais auparavant dans l'histoire du capitalisme. Certains disent qu'elle est aussi forte que celle des années 1930 et 1940. Elle a frappé partout et surtout les secteurs les plus pauvres. Les estimations portent à 100 millions le nombre de nouveaux pauvres apparus dans les pays les plus vulnérables de la planète.

A l'époque, lorsque l'on parlait de la situation actuelle et des fondements des assemblées citoyennes, nous nous trouvions déjà en situation de crise. Même en regardant plus loin en arrière, avant septembre 2008, la crise avait déjà commencé. Certains historiens et géopoliticiens parlent de cette crise comme la manifestation d'un **bouleversement plus vaste et souterrain**. Des changements profonds sont en effet à l'œuvre dans les relations entre les hommes et les femmes, dans les relations entre l'humanité et la biosphère et surtout dans les relations entre les sociétés elles-mêmes. Certains disent que cet enchevêtrement complexe de crises est au fond le symptôme d'une **crise de civilisation** et qu'il ne s'agit pas seulement une crise du capitalisme. Il est clair que nous ne sommes pas en face de changements purement économiques ou politiques. Des **changements éthiques**, **des bouleversements de la relation entre les êtres humains eux-mêmes et des changements systémiques sont en cause**.

Certains parlent de la chute du mur de Berlin de 1989 comme le point majeur de bifurcation historique. D'autres évoquent la fin de l'Apartheid et l'élection présidentielle de Mandela en Afrique du sud en 1994. Pour les étasuniens, ce sont les attentats de New York en 2001 qui sont gravés dans les mémoires. Pour les chiliens, le 11 septembre 1973 fut la date qui a changé nos vies et quelque part celle de tout un peuple. Plus loin encore, Antonio Gramsci, prisonnier du régime fasciste italien durant l'entre-deux guerres, avait écrit dans ses cahiers : "Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à naître, et dans ce clair obscur surgissent les monstres". Nous pourrions reprendre la même idée aujourd'hui. Nous traversons des zones de turbulences et de changements rapides, à l'intérieur d'une **longue période de transition et de profondes mutations** qui va durer encore plusieurs décennies.

Sommes-nous à bord d'un Titanic ? Si c'est le cas, la question qui se pose est de savoir si nous avons déjà touché l'iceberg ou si nous nous en approchons inéluctablement. Au-delà de la métaphore, l'important est de voir que **les assemblées citoyennes ont une ambition plus**

large. Dans ces longs processus de transition dans lesquels nous sommes engagés, il nous faut inventer à la fois une **nouvelle économie**, un **nouveau système politique** et une **nouvelle façon de vivre ensemble**. Cet horizon rejoint celui de la Fondation Charles Léopold Mayer dont l'objectif principal est d'imaginer, de rechercher et de mettre en œuvre les conditions pour construire une communauté mondiale. Or les citoyens font le constat que les fondations actuelles de la gouvernance mondiale ne tiennent pas. L'architecture bâtie depuis trois siècles est le moins que l'on puisse dire inadaptée aux défis du monde contemporain. Le trépied État-nation, relations entre les États et Nations-Unies est impuissant. Il est d'ailleurs frappant de voir l'absence du Secrétariat des Nations-Unies devant la crise économique et financière actuelle. Le système formé par les États et les partis politiques est certes impuissant, mais il est encore prégnant et important. On a essayé de réorganiser ces États, en passant du G7 au G8, puis du G8 au G20. Néanmoins le G20 ne parvient pas non plus à faire face aux mutations. Nous voyons donc clairement qu'il nous faut **reconcevoir l'architecture du pouvoir et de la gouvernance à l'échelle nationale, régionale et mondiale**.

Dans cette période de transition, depuis une vingtaine d'années - certains analystes mentionnent les manifestations de Seattle en 1999, d'autres l'appel des zapatistes en 1994, ou encore les forums sociaux mondiaux initiés en 2001, on assiste à **l'émergence de réseaux, d'organisations et d'alliances de citoyens** cherchant à reprendre du pouvoir sur les défis et leur destin collectif. Pourtant, même si les initiatives et les mouvements sociaux restent puissants, ils demeurent éparses, éparpillés, créateurs d'événements ponctuels et forts, mais **pas suffisamment continus et consistants**. C'est dans ce contexte là que l'idée d'assemblée citoyenne a été lancée. Sa naissance remonte aux années 1992 et 1993 où avait été lancée la plate-forme pour un monde responsable et solidaire à partir des rencontres préparatoires de Santiago du Chili, de Montréal, d'Athènes, de Ouagadougou, de Shekou - ville de croissance rapide chinoise située en face de Hong-Kong où Deng Xiaoping avait d'ailleurs lancé le slogan « Chinois, enrichissez-vous... peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape les souris ». Puis en 1995, au moment du Sommet social de Copenhague, nous avions organisé des rencontres à Pékin, à Rio, à Paris et à Cape Town en Afrique du Sud. De là était née une Alliance mondiale contre l'apartheid social. En 1997, sept rencontres continentales avaient été animées : à Bangalore, à Alger, à Barcelone, à Kigali, à Beyrouth pour déboucher sur une grande rencontre à São Paulo au Brésil en décembre 1997. Certains organisateurs du Forum social mondial, Candido Grysbowski et Chico Whitaker, animaient notamment des ateliers. Enfin, plus tard, en juin 2001, nous avions lancé quatre rencontres continentales en Roumanie, au Liban, à Bangalore et à Quito, en préalable de l'assemblée mondiale de citoyens de Lille de décembre 2001. A la fin de cette assemblée, la proposition **d'organiser des assemblées régionales de citoyens avait été lancée**. Cet appel accompagnait celui de créer des alliances citoyennes, des réseaux socioprofessionnels, des processus de dialogue de société à société et la promotion internationale d'une charte des responsabilités humaines.

Ce n'est que quelques années plus tard que nous avons été en mesure de reprendre cet appel à organiser des assemblées de citoyens. Celles-ci sont nées **en écho à ce qui est en marche dans les différentes régions du monde**. Elles sont des rassemblements non éphémères, consistants et solides de citoyennes et citoyens, enracinés dans des territoires allant au-delà des frontières étatiques, bâtis autour de thématiques essentielles de leur région en privilégiant une approche multi-professionnelle, c'est-à-dire en association avec la diversité des acteurs (paysans, militaires, chercheurs, entreprises, syndicats, femmes, jeunes, ONG ...etc). Elles constituent des tentatives pour **enraciner la construction de l'architecture d'une nouvelle**

gouvernance mondiale sur de nouvelles fondations, en permettant le rassemblement des citoyens, des réseaux et des concepts pour une nouvelle gouvernance mondiale. Leur nom de baptême peut bien sûr être discuté : assemblée citoyenne, assemblée populaire, ou rassemblement social... peu importe. Une chose est sûre et certaine : il faut que nous inventions et que nous produisions dès maintenant des **espaces consistants, nouveaux et solides où les citoyens vont pouvoir se renforcer eux-mêmes**.

Cette idée d'assemblée de citoyens est mise en œuvre depuis maintenant deux ans. Elle n'est pas exclusive, loin s'en faut. Tous ceux qui prétendent mobiliser les gens derrière eux ou selon un même modèle font fausse route. Même les animateurs du Forum social mondial reconnaissent que le forum social n'est qu'une des expressions d'une dynamique sociale nouvelle. Il y a et il y aura une **diversité des dynamiques sociales avec des géométries et des rythmes variables**. L'important est de faire en sorte que celles-ci aient lieu. Alors jusqu'où irons-nous avec les assemblées citoyennes ? Justement. L'essentiel est de **continuer à cheminer**... en sachant que l'avenir sera différent de ce que nous imaginons aujourd'hui. Le futur est certes imprévisible, mais notre aventure a du sens. À cette époque où il nous est donné de vivre et de survivre, nous n'avons aucune certitude quant au moment où l'actuelle armature du pouvoir mondial trouvera sa fin. Ce qui adviendra après sera sûrement différent de ce que nous imaginons aujourd'hui. Mais avec ceux qui poursuivent le chemin à la recherche d'une mondialisation humaniste, nous **assumons la responsabilité** de bâtir dès maintenant un autre monde, un monde plus juste, plus responsable, pluriel et solidaire.

3.1 Assemblées et alternatives citoyennes : entrée en débat et premières explorations (discussion)

Ben Quinones – Le Forum asiatique de l'économie solidaire est un espace de dialogue où l'économie solidaire veut être pensée et abordée comme une réelle alternative à l'économie libérale. Nous avons pris conscience que **l'économie n'est pas séparable de la gouvernance**. Elle est fondamentalement l'ensemble des règles de gestion des ressources et de la maison commune, définition qui nous renvoie directement au champ de la gouvernance.

Le second Forum asiatique d'économie solidaire a été organisé au Japon en novembre 2009. La Corée s'est impliquée très fortement et le Japon a affirmé le concept d'économie solidaire comme une alternative à l'économie néolibérale. Après ce second forum, le besoin s'est fait sentir pour chaque pays d'organiser son propre forum au niveau national. Ainsi, l'Indonésie organisera son forum les 19 et 20 mai 2010, la Malaisie à hauteur de la mi-août juste avant l'assemblée asiatique, et Singapour en décembre 2010. Aux Philippines, le forum national se fera tous les trois mois. Le prochain forum asiatique sera organisé en Malaisie en novembre 2011.

Des élections présidentielles ont eu lieu hier aux Philippines, le 10 mai 2010. Notre proposition a été adoptée par un des partis politiques nommé « Bahan Philippines » (En avant

Philippines). Voyant la lutte militante montrer ses limites, les activistes ont pensé qu'il était plus stratégique de **réunir les acteurs sous forme d'assemblée**, dans la perspective de **construire un troisième pilier de la société**, indépendamment des gouvernements et du secteur privé.

Mamadou Niang - Le monde a fourni globalement des réponses idéologiques allant **en sens inverse de la complexité des problèmes et de la recherche de solutions consensuelles**. La pensée « universelle » n'est plus adaptée. Mais le monde avance parce qu'il y a des gens qui osent. Dans ce sens, les assemblées citoyennes constituent une innovation extraordinaire. La première réaction quand on rencontre les autorités politiques est **l'adhésion**. La proposition des assemblées citoyennes est très **pertinente**, elle s'inscrit dans **un mouvement en marche**. Des coalitions citoyennes vont par exemple se présenter aux élections au Sénégal, avec l'implication de chefs religieux, de chanteurs comme Youssou N'Dour, d'un ancien ministre limogé...etc. Le défi pour nous est de savoir **comment réunir des acteurs cloisonnés entre eux** et qui n'arrivent pas à s'entendre. Comment faire converger les acteurs dans des processus transversaux ? Depuis que les États sont en place dans la région sahélienne, la plupart des mécanismes d'échange ont été bloqués par l'appareil administratif. **Les citoyens ont aussi été bloqués par cette logique**. Nous l'avons vu avec l'exemple de l'Ong ENDA et de son activité transfrontalière.

Pierre Vuarin – Je vous propose un rapide panorama d'alternatives en marche dans le but de stimuler le débat et de voir les accroches possibles avec les assemblées et les questions régionales.

- Sur le thème de la **captation et de la surexploitation des ressources naturelles**, une coalition est en train de monter au niveau international autour de l'Association des populations de montagne du monde.
- Autour de la **question foncière** et de son monopole par les multinationales ou les États, un regroupement d'initiatives est en train d'avancer avec l'appui de l'association AGTER (Améliorer la gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles).
- Sur le thème de la **restauration collective**, nous appuyons un processus international qui tente de faire changer les modes de restauration qui retent à charge des autorités locales et nationales.
- L'université internationale Terre Citoyenne est en train de lancer des modules de formation avec d'autres organisations (l'Université urbaine, des centres de formation des leaders sociaux) sur les thèmes de la **pêche**, l'OMC et la **régulation mondiale**, **l'approche de la complexité**, la gestion des conflits et le plancton.
- Autour de la **souveraineté alimentaire**, nous travaillons sur la création d'une convention mondiale de l'alimentation. Également sur la construction de filières durables, en particulier sur des contrats associant les acteurs des filières, les entreprises comme les producteurs (Forum mondial de la banane).
- Sur le thème de la pêche se construit un **label international de pêche artisanale** pour permettre de distinguer les produits de la pêche artisanale, laquelle reste très isolée et vulnérable dans beaucoup de régions du monde.
- Sur le thème du **plancton**, nous essayons de donner une visibilité à cet enjeu considérable.

Un des enjeux importants pour aborder la complexité des situations, c'est de créer des **processus multiacteurs** impliquant à la fois la société civile, les politiques et les entreprises. Or, c'est l'un des grands manques des forums sociaux, les entreprises ne sont pas représentées, alors même qu'elles sont incontournables. Quels sont leurs liens avec les assemblées ?

Enfin sur la question des méthodes, comment parvenir à travailler collectivement au niveau international ? Comment créer des **processus multiacteurs**, comment **créer de réels processus de dialogue** ?

John Anugraha - L'assemblée mondiale de citoyens en 2001 a été en quelque sorte une étape de bienvenue. Nous voici à présent **sur la scène régionale aux côtés d'autres dynamiques de la société civile**.

Peut-on s'autoriser à penser en dehors des cadres établis un instant ? Pour avoir vu le film Titanic plusieurs fois, je crois pouvoir dire que nous vivons au sein d'une génération où il n'y a pas nécessairement d'icebergs. Nous continuons à penser qu'il y a des icebergs sur l'océan, mais y en a-t-il réellement ? Nous faisons face à des défis sans savoir qui manœuvre le paquebot.

Sur la question des défis régionaux en Asie, il est nécessaire de se concentrer sur un groupe minimum de questions pour éviter de se perdre dans toutes les directions. L'assemblée asiatique a choisi de se focaliser sur cinq thèmes clés : **éducation, égalité, économie solidaire, écologie et éthique**. L'éthique est un des thèmes majeurs à aborder en Asie car le continent traverse une crise profonde sur le plan éthique. Des exemples concrets de réponse à cette crise s'inventent y compris depuis le secteur privé et à travers des travaux sur le changement climatique et l'économie solidaire autour desquels il a été possible de mobiliser les entreprises.

Ben Quinones – Comment organise-t-on les majorités, autrement dit les masses ouvrières et les travailleurs dans les pays émergents ? Chacun a tendance à s'identifier séparément à sa famille professionnelle respective. Pourtant tous font partie d'une même famille, celle des **consommateurs**. Cela me paraît important de renverser le paradigme, de passer de celui où chacun demeure cloisonné dans son secteur professionnel et divisé en petits fragments, à un **paradigme où l'on rassemble les acteurs**. Si les assemblées citoyennes s'organisent selon des questions trop spécifiques, à l'image du cloisonnement des secteurs sociaux, on ne construira pas d'unité et l'énergie se dissipera. C'est justement ce paradigme qu'il faut réformer. Il est possible d'initier des alternatives économiques **en partant de la diversité des acteurs** et en se demandant quels sont les partenariats qu'il faut construire. Les questions d'éducation, d'environnement et d'écologie apparaitront naturellement si l'on aborde des dimensions qui ont trait à la vie quotidienne des gens.

Dans le passé, les entreprises ont été en quelque sorte les dictateurs de l'Histoire. Le prolétariat est devenue en contrepartie la principale force d'émancipation. Puis le XX^{ème} siècle a crée des marchés de masse, qui ont transformé l'économie en des marchés de consommation de masse, lesquels, à leur tour, **ont transformé les citoyens en consommateurs de masse**. Le pouvoir s'est assis sur les faiblesses que le marché néolibéral a généré chez les citoyens. Aux Philippines par exemple, les ménages urbains dépensent en moyenne de 150 à 200 euros par mois - à peu près la moitié pour les ménages ruraux. Ces ménages parviendraient à construire du pouvoir s'ils investissaient 100 euros par mois dans autre chose et s'ils étaient capables de s'organiser. Aujourd'hui, ce sont les entreprises qui

captent majoritairement ce pouvoir. Mais les pauvres et les gens humbles ont un atout : leur pouvoir d'organisation. Il faut les considérer comme des consommateurs actifs, porteur d'un pouvoir d'initiative et d'une capacité d'organisation. **Si nous pouvons faire sentir aux citoyens que le pouvoir est à leur portée et qu'ils peuvent transformer l'économie et la politique**, alors il devient possible de les mobiliser à travers une assemblée de citoyens. Il faut bien voir que les citoyens ne resteront qu'étonnés et admiratifs si on leur parle uniquement de belles idées sans leur donner la possibilité d'agir différemment. Avec la globalisation, les pays en développement n'ont quasiment aucun pouvoir pour concurrencer les produits étrangers mis sur le marché. En permettant aux 60% de pauvres - parmi les 80 millions de philippins, de mettre en commun une partie de leur revenu, ceux-ci pourraient mobiliser des financeurs, travailler avec des producteurs et générer très simplement des circuits solidaires.

Ambroise Dakouo – Au Mali, des éléments très importants ressortent au fur et à mesure de l'animation du processus d'assemblée et des contacts établis avec les populations. Les gens nous disent « c**'est par là qu'il fallait commencer** : venir nous questionner sur les valeurs et les défis qui nous sont prioritaires ». Mais ce n'est pas du tout ce qui a prévalu dans la création des institutions et dans l'orientation des politiques publiques. Les citoyens le rappellent très justement.

La **question électorale** est l'un des défis majeurs. La population continue à s'éloigner des élections, alors qu'il y a de plus en plus d'argent investi dans les campagnes et que les acteurs civils sont de plus en plus capables de s'organiser eux-mêmes. D'autre part, les citoyens ont tendance à s'organiser autour d'un petit groupe d'acteurs dans lesquels ils placent leur **confiance et leur légitimité**. Les véritables acteurs du processus politique, qui devraient être les partis politiques, sont devenus quelque part l'ombre d'eux-mêmes. Ils possèdent de fait une certaine légalité, mais leur légitimité est questionnée par le fait même que les électeurs préfèrent se reconnaître dans d'autres personnalités. Au sein des partis, on voit également que c'est autour de quelques personnalités que les choses se définissent. Depuis 2007, des candidats indépendants sont apparus avec plus d'ampleur et avec un succès grandissant. Lorsque l'on regarde la démarche de réforme des institutions au Mali - qui aboutira à un référendum constitutionnel avant la fin 2010, on s'aperçoit que la méthodologie proposée ne permet pas d'approcher véritablement les populations. Les réformes de haut en bas sont privilégiées. D'une manière générale, les mécanismes d'approche, de participation et de co-élaboration ne sont pas installés au Mali. C'est pour cela que la **proposition ascendante de l'assemblée malienne est très appréciée**. Elle part de la base et inclue une grande diversité d'acteurs en vue de **renouveler les modalités de gouvernance du local au national**.

Betsan Martin – L'accroissement de la pauvreté et des disparités dans le monde sont essentiels à reconnaître. Cela conduit à l'apparition de nouveaux symptômes tels que la violence sociale, l'agression à l'égard des femmes, les taux élevés de maladie...etc. C'est ce qui me renvoie à notre engagement actif au sein de la société civile et à l'importance de considérer qu'il y a des millions de citoyens encore trop démunis pour pouvoir participer à ce type d'engagement. Leur énergie est en effet absorbée dans un travail qui capte l'essentiel de leur temps. Ils évoluent dans des conditions qui ne leur permettent pas de participer. Combien d'individus seront ainsi en marge des discussions que nous créons dans le cadre des assemblées ? Je crois que le défi est énorme de pouvoir créer des solidarités entre les riches et les pauvres et de s'assurer que **les secteurs vulnérables et exclus peuvent être associés et être entendus**.

Au sujet des entreprises, lors de notre première assemblée, tenue en Nouvelle-Zélande en

septembre 2009, nous avions mobilisé des acteurs venant de différents secteurs professionnels et de différentes disciplines, avec parmi eux des acteurs du secteur privé. La rencontre de deux jours a fait émergé des positions différentes et des conflits. C'est en fait ce que nous voulions, mais nous avons réalisé à quel point les **tensions qui se créent demandent à la fois une organisation, une énergie et une attitude adaptée pour être régulées**. La plupart des participants partageaient pourtant des valeurs et des visions communes sur l'état du monde et l'environnement. Le dialogue a demandé une **réelle capacité pour gérer les tensions sans pour autant tomber dans l'exclusion ou l'aliénation de certains participants**.

Charles Kleinermann - Il faut prendre conscience de la difficulté que chacun rencontre dans son milieu socioprofessionnel pour impulser des changements et exercer des pressions. D'où l'intérêt pour moi de réunir les porteurs de changement dans le cadre d'une assemblée. L'un des challenges dans la région euro-méditerranéenne est justement de **parvenir à rassembler des gens venant d'horizons socioprofessionnels radicalement différents**, pouvant **adhérer en tant qu'individu** et disposés à laisser de côté leur casquette institutionnelle tout en acceptant de **partager leur expérience**.

La société civile et les citoyens couvrent un champ très large : les syndicats, les hommes d'affaire, les politiciens, les organisations rurales et agricoles...etc. Les assemblées ne doivent pas constituer des alternatives politiques, dans le sens où il faut qu'elles puissent garder cette capacité de représentation de la diversité de citoyens qui construisent ensemble un **propos politique**. Dans ce sens, **le niveau de mobilisation et le nombre de citoyens sont importants**.

La démocratie représentative et participative existe. Or c'est tout de même une bonne façon pour le moment de gérer nos sociétés. Ne noyons pas le bébé avec l'eau du bain. Il est important que **ces systèmes politiques en place puissent s'associer aux assemblées**. Par exemple en saisissant l'opportunité de recueillir un million de signatures, quelles que soient les thématiques abordées, et de pouvoir réaliser une sorte de lobbying auprès des institutions. Le traité de Lisbonne propose en effet le dispositif « d'initiative citoyenne » (la Commission européenne doit se saisir des problématiques soulevées lorsqu'un million de signatures sont réunies).

Comment développer un **projet commun et global des assemblées** ? Il ne s'agit pas simplement d'initiatives régionales, il y a un point commun entre les citoyens des différents continents, c'est à dire un projet de société en filigrane, une perspective commune. Quelle est cette perspective commune ?

Gustavo Marin – Les **articulations entre les thématiques et les dimensions** portées par les assemblées citoyennes sont essentielles. Une fois que se sont construits des piliers stables, il est nécessaire d'établir des liens entre eux pour créer des plateformes qui leur donnent de la cohérence.

La nouvelle citoyenneté doit en effet partir des plus pauvres et des plus vulnérables, mais elle ne doit pas y rester cloisonnée socio-professionnellement, territorialement ou thématiquement. Il est fondamental que les **alliances thématiques s'enracinent dans les territoires**.

En effet, ne noyons pas le bébé « démocratie » avec l'eau du bain, mais acceptons de **questionner la nature, les objets et les méthodes** de la démocratie en Afrique par exemple.

4. Les processus d'assemblées régionales : arrêts sur image, avancées et progressions

4.1 Du Forum Chine-Inde de 2007 à l'Assemblée asiatique de citoyens de 2010

« Pas de présidents, pas de leaders, pas de rois, ni d'empereurs... personne ne peut changer cela, à part les peuples eux-mêmes »
Lenny Kravitz.



- Le **point de départ du processus a été marqué par le Forum Chine-Inde d'août 2007**. De nombreuses dynamiques de dialogue existent en Chine et en Inde. Elles sont surtout portées par la société civile qui fonctionne d'une façon très différente d'un pays à l'autre : l'une s'enracine dans une structure communiste, l'autre dans une structure social-démocrate. La création du dialogue entre les deux univers a été riche d'apprentissage et a fait naître la volonté d'étendre l'expérience en Asie.
- **En 2008, l'élargissement du dialogue** demande de définir une équipe de facilitation et d'animation qui puisse se mobiliser dans l'ensemble asiatique, au-delà de l'Inde et de la Chine. Avec la **préparation de la Conférences des Parties sur le Changement Climatique (COP+15)** de Potsdam, la question du changement climatique a constitué un levier de mobilisation pour associer de nouveaux pays. Un second événement a lieu en 2007 en Inde autour de la question **du lien intergénérationnel** (60% des jeunes de la planète vivent en Asie). Il propose de mettre l'accent sur le lien entre les générations et pas seulement sur le partenariat « habituel » avec la jeunesse. L'idée du réseau asiatique de jeunes pour le changement climatique a ainsi émergé en réponse à la COP+15 et à la relative faiblesse des liens entre les pays d'Asie autour de ce thème.
- En **juillet 2008**, les partenariats s'élargissent à la **Corée**, en plus de l'Inde, de la Chine et du Japon. Une rencontre est organisée avec le programme coréen des Nations-Unies pour l'Environnement (UNEP Korea), puis avec le centre d'échanges culturels MIZY du gouvernement de la métropole de Séoul et de l'UNESCO. Cette rencontre débouche sur

l'idée d'un **Forum Inde-Corée** dont le premier chapitre aura lieu en août 2010.
Le sommet du G8 tenu au Japon et le Sommet mondial de la Jeunesse donnent encore une nouvelle occasion de découvrir des partenaires du côté de la société civile, cette fois-ci du côté japonais, et de vérifier l'idée « **d'assemblée multiacteur** ». De **nouveaux partenaires** sont associés à l'initiative, notamment le Centre des cultures de l'Asie et du Pacifique de l'UNESCO, l'Université des Nations-Unies, l'Action pour la Solidarité, l'Égalité, l'Environnement et le Développement au Japon (A Seed Japan), Team Peace Challenge et le Centre de ressource Asie Pacifique.

- En août 2008, un partenaire clé, **Zheng Rugang** (ex vice-ministre de l'Environnement en Chine) est rencontré durant le Partenariat Global sur l'Eau de Stockholm et s'intéresse de près au dialogue Chine-Inde. La rencontre de l'Université de Waseda au Japon fait ensuite se rapprocher les réseaux de la Charte des responsabilités humaines et d'économie solidaire. Les équipes des agences des Nations-Unies jouent un rôle clé dans les processus de forum. Plus tard, lors du Congrès mondial de la Paix en février 2009, les discussions avec Siddharta et Pipal Tree qui avaient co-animé la rencontre continentale de Bangalore en 2001, permet d'enrichir la **première esquisse d'assemblée citoyenne asiatique**.

- **La question de la religion** est centrale en Asie (l'Inde et l'Indonésie hébergent les plus importantes populations musulmanes de la planète). Dans ce sens, il est apparu nécessaire de relier le processus avec **l'Iran** et **l'Indonésie**. De là débute le partenariat avec Behrouz en Iran qui a progressivement associé une trentaine d'acteurs iraniens (à travers un séjour de John Anugraha et d'un collaborateur indonésien durant 15 jours en Iran). Dans la foulée, une équipe de jeunes leaders iraniens a défini son équipe participante pour l'assemblée d'août 2010.
  De **nouveaux partenaires clés ont ensuite été identifiés en Indonésie** à l'occasion de missions conduites en mars et juillet 2009, puis en avril 2010. Parmi ces partenaires figurent notamment l'école alternative « Green School » de Bali et l'ex-ministre indonésien du tourisme qui participera à l'assemblée de Bangalore en 2010 et interviendra sur le thème de l'éthique.

- En **2009**, le **Forum asiatique pour le Dialogue Interculturel** associe des participants de cinq continents (grâce notamment à Zhao Baisheng qui a contribué à étendre les contacts au niveau international). Le thème de l'éco-éthique est proposé, avec la création parallèle de l'Organisation mondiale d'écoculture (WEO) qui vise en particulier à approfondir le travail théorique dans le milieu universitaire et académique.



- Le **second Forum asiatique d'économie solidaire** se tient au Japon en novembre 2009. Le Forum, piloté par Ben Quinones, suit étroitement la dynamique de l'assemblée. Ben Quinones en précise le contexte et les principes fondateurs : « L'économie fonctionne sans

gouvernance. Le monde est gouverné par la marginalisation des majorités et par la monopolisation des ressources exercée par une minorité. L'ambition du forum est de créer un cadre pour organiser les majorités marginalisées, pour intégrer les différentes initiatives dans la transformation du système économique mondial. **L'émergence d'une vision est essentielle**. Il faut parvenir à transformer une vision globale en un **processus à long terme**, **pouvant se décliner dans un cadre local et s'adapter à chaque contexte**. Depuis 2007, le Forum met au centre quatre acteurs du système économique : les producteurs, les commerçants-revendeurs, les distributeurs et les consommateurs. Habituellement, le consommateur n'est pas en prise direct avec les producteurs et les revendeurs, ce qui conduit de proche ne proche à des situations de monopole et de confusion sur la régulation des prix. Il est impossible de changer cela sans entrer dans le champ de la gouvernance et de la participation démocratique. Le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS) se perd dans dans des choses trop spécifiques. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une **vision systémique,** construite avec et à partir de la société. De là, la complémentarité avec l'assemblée asiatique de citoyens, qui combine à la fois leadership, impulsion politique, mobilisation des citoyens et des organisations et animation du dialogue. Le forum et l'assemblée posent les deux questions interdépendantes suivantes. 1. Quel est **le propos des citoyens sur l'économie** ? 2. Dans le processus de réorganisation de l'économie, **quelle nouvelle vision se dégage de la gouvernance** ?

- L'idée du chantier « **We build 2010** » (qui sera proposé lors de l'assemblée d'août 2010) est ressortie du forum Chine-Inde-Japon de juillet 2008 et des expériences de John Anugraha lors des sommets Habitat des Nations-Unies. L'idée est que des jeunes se mobilisent solidairement pour construire des logements destinés aux familles sans ressources. La philosophie en amont est de permettre aux dialogues qui se tiennent durant les rencontres de se concrétiser dans des actions utiles et vécues en commun.

- Le **Festival Malhar** en 2009 a prolongé une initiative menée avec Nina Gregg (réseau de la Charte des responsabilités aux États-Unis) autour de l'animation d'un festival de cinéma sur l'eau et le changement climatique en lien avec dix universités nord-américaines (Kentucky, New York, New Jersey, Harvard...). La volonté était d'amener « l'ouest à dialoguer avec l'est ». Fort de cette expérience, un nouveau festival sera entrepris avec cette fois-ci une **double composante sportive et d'éducation environnementale**. Il s'organisera autour d'un tournoi de football et de la collecte des eaux de pluie pendant la période qui précèdera l'assemblée d'août 2010 (période de la saison des pluies en Inde).

- **L'agenda de 2010 est finalement le produit des contacts, des réseaux et des questions qui ont émergé de 2008 à 2009**. L'objectif est de **construire des convergences**, à travers des **processus de dialogue bilatéraux ou trilatéraux,** au sein d'un ensemble de pays entre lesquels existent des différences énormes. Dans ce sens, l'assemblée est vue comme un instrument parmi d'autres. Si 47 pays d'Asie au total ne sont pas encore prêts à s'engager, un petit groupe de pays peut sans doute être en avance et ouvrir la voie. L'assemblée se nourrit maintenant de **partenariats internationaux** qui vont au-delà du continent asiatique : Japon, Pakistan, Sri Lanka, Australie, Indonésie, Turquie, Allemagne, Philippines, Corée, Singapour, Iran, Espagne, Malaisie, Vietnam, États-Unis, Inde, Chine.

- Les **acteurs clés de l'assemblée** comprennent la société civile (les autorités religieuses, les femmes, les jeunes, les communautés intergénérationnelles, les paysans), l'université, le secteur privé et les entreprises, les agences des Nations-Unies et les gouvernements.

- L'assemblée se fonde sur une **formule thématique**, celle des **cinq « É »** : l'éthique,

l'écologie, l'économie solidaire, l'éducation, l'égalité, en perspective du développement durable et de la paix.

Alihuen Antileo – Plusieurs manifestations et affrontements meurtriers ont lieu en Équateur et au Chili contre l'exploitation des ressources minières et naturelles de la forêt amazonienne, exportées sur le marché de masse en Asie. C'est une question fondamentale. Comment **mettre en débat les effets et les impacts de l'économie de masse dans les assemblées** ?

Ricardo Jimenez – Il y a une très forte **logique de résistance du profit**. L'Organisation des Nations-Unies est partie intégrante de la crise. Elle fonctionne de façon hypocrite et antidémocratique avec une assemblée où cinq votes décident au nom de deux cent. Ces cinq membres sont justement les plus grands producteurs d'armes du monde. Simon Bolivar avait déclaré en Jamaïque : « Le nouveau ne termine pas de naître et le vieux se résiste à mourir ». L'Inde, comme le Brésil, souhaitent entrer dans le Conseil de Sécurité de l'ONU. S'agit-il pour les assemblées de questionner cela et d'avancer sur les responsabilités respectives ? L'approche est la même avec les entreprises transnationales qui ont parfois recours avec des groupes paramilitaires pour protéger leurs intérêts.

John Anugraha – Les experts concordent à dire que l'ONU a échoué à mettre en place un système de gouvernance mondiale. Ces institutions se résistent en effet à mourir ou à se transformer.

La citoyenneté est pour nous synonyme d'implication dans une communauté sociale et politique. La question posée aux nouvelles générations est de savoir si elles ont le sentiment de faire partie de la communauté. Les assemblées sont pour nous un **instrument de mobilisation, de transformation, un nouveau modèle de diplomatie culturelle, qui se développe grâce aux relations bilatérales et trilatérales**.

4.2 Caravanes itinérantes et assemblée citoyenne du Sahel-Sahara

« L'assemblée propose une démarche sans fournir de produits finis. Mais il lui faut aussi une possibilité de progresser sur ces thématiques, de camper les priorités et de dégager des alternatives. Il est clair que la région ne peut pas se développer s'il n'y a pas une intégration des approches et des réponses ».



- La **genèse du processus** remonte à une rencontre organisée à Nouakchott en Mauritanie (en présence d'universitaires, de femmes et de jeunes). Gustavo Marin avait sollicité les participants pour donner leur opinion sur le devenir de la région sahel-saharienne. Les témoignages ont montré une forte nostalgie du Sahara fertile d'antan et un **contraste** avec les situations actuelles de pauvreté, de désertification et de raréfaction de l'eau. L'assemblée s'est focalisée dans une première étape sur trois pays de la région : la **Mauritanie**, le **Mali** et le **Sénégal**. L'ensemble sahel-saharien forme une vaste région d'élevage et d'agriculture, marquée par l'avancée du désert et par de très fortes interpénétrations et de déplacements des populations nomades. De nouveaux espaces de vie naissent et se partagent avec l'apparition de conflits entre éleveurs et agriculteurs.

- Des **caravanes itinérantes** ont été lancées à partir de juin 2008 dans l'idée de reprendre l'esprit de traversée du désert. Les premières caravanes ont démarré depuis Nouakchott en Mauritanie pour relier six régions du sud-est mauritanien, dont les villes d'Ayoun (ville intégrée au Mali en 1944), Kaédi, Kifa et Aleg. Les caravanes qui ont suivi ont relié le nord du Sénégal et les villes de Saint-Louis, Podor, Bakel et Matam. La prochaine se dirigera en juillet 2010 vers le nord du Mali pour atteindre les villes de Kidal, Mopti, Gao, Tombouctou qui présentent les mêmes réalités sahéliennes que les deux autres pays.

- Les **débats ont eu lieu dans les quartiers des villes**, en présence de jeunes, de femmes, de professeurs et d'enseignants, de fonctionnaires, d'élus locaux, de chefs religieux et traditionnels. « L'entrée en débat avec les populations a commencé avec la présentation des valeurs de l'assemblée, du défi de **reformulation de la citoyenneté**, de la gouvernance et du développement, et enfin de la **responsabilité des citoyens dans ces changements** » précise Mamadou Niang.

- L'expérience des caravanes débouche sur un **apprentissage extrêmement riche**. Selon Mamadou Niang, « l'assemblée est vécue comme une **démarche inédite** et comme une ouverture du milieu syndical et des Ong au reste des milieux sociaux. Les habitants d'Ayoun nous disait n'avoir jamais reçu quelqu'un venu pour les écouter ». La démarche de l'assemblée exprime un message de confiance et de foi dans le **potentiel des populations à renouveler leur propre gouvernance et leur développement en lien avec les pays**

limitrophes.
Les premières préoccupations qui émergent des caravanes sont celles des promesses non tenues par les responsables politiques, du rôle des femmes dans les transformations sociales (le mode de vie nomade des hommes fait que les femmes ont traditionnellement gardé un pouvoir important dans la vie familiale et locale et qu'elles tendent de plus en plus à vouloir s'insérer dans la vie économique), des difficultés de scolarisation, de l'accès au crédit, des migrations dues notamment à l'assèchement du fleuve Sénégal dans la région frontalière de Bakel (l'Ong ENDA y anime des initiatives transfrontalières très pertinentes).

- Un groupe de **personnes ressources** de l'assemblée s'est constitué et réuni pour la première fois à Nouakchott à la fin 2009. Ces personnes ressources sont des **relais et des facilitateurs locaux** qui ont été identifiés durant les caravanes itinérantes. L'objectif de la rencontre a été de faire le point sur les avancées respectives et de définir des priorités dans les axes de travail. « Tous les défis s'expriment dans le Sahel-Sahara et le **choix d'un groupe pertinent de priorités** est nécessaire » rappelle Mamadou Niang.

- **Six thématiques seront proposées en octobre 2010 à l'assemblée qui se tiendra dans la ville mauritanienne d'Ayoun**. 1. Démocratie, citoyenneté et gouvernance. 2. Les énergies renouvelables (l'accès à une énergie à faible coût est nécessaire pour le développement de la région sur la base de l'agriculture et de l'élevage. Le projet de centrale électrique solaire dans le Sahara qui alimenterait 25% des besoins européens, pose clairement des questions de partage des ressources, de coopération et de gouvernance). 3. Les jeunes et l'adaptation de l'éducation et de l'enseignement supérieur (les formations proposées par le système éducatif ne sont globalement pas adaptées aux besoins locaux). 4. Le rôle des femmes dans les transformations sociales. 5. Le rôle des guides religieux et spirituels dans l'éducation. 6. La communication traditionnelle comme facteur d'intégration.



- **L'assemblée en est à une étape de diagnostic et de constat**. Elle crée d'ores et déjà des **attentes** sur la suite du processus et le montage éventuel de projets. Mamadou Niang cite l'anecdote de la rencontre d'animateurs d'Ong à Matam au Sénégal qui ont cherché à comprendre la logique relationnelle de l'assemblée depuis la logique de montage de projet. Selon lui, « l'assemblée propose une **démarche** sans fournir de produits finis. Mais il faut aussi une possibilité de progresser sur ces thématiques, de camper les priorités et de dégager des alternatives. Il est clair que la région ne peut pas se développer s'il n'y a pas une **intégration des approches et des réponses**. Pour cela, les dynamiques transfrontalières sont à encourager. Le projet de valorisation du fleuve Sénégal qui comporte un volet hydroagricole et une caravane de lutte contre le paludisme est un excellent exemple ».

4.3 Bâtir le Mali à partir des perspectives locales

« C'est bien au niveau local que l'on peut poser sérieusement les questions internationales et mondiales. Il y a partout un décalage entre la signature des conventions internationale et la capacité à les mettre en œuvre au niveau local. Donc il faut des solutions locales à des défis locaux. A partir de là, on peut relier les espérances avec d'autres pays et mutualiser les travaux ».



- La gouvernance au Mali est marquée par de **multiples crises**. Les populations se mettent soit **à l'écart de la gestion collective,** soit **à l'écart des processus électoraux**. Après l'Indépendance malienne, les institutions et les politiques publiques se sont mises en place rapidement, sans refléter les valeurs des citoyens, ni associer les populations à leur conception. L'assemblée part de l'idée de se **saisir de ces crises** et de construire des réponses. « A l'heure du cinquantenaire des indépendances, l'objectif est de faire émerger une **vision partagée** des crises qui bloquent l'évolution du Mali et des **propositions de changement** à partir de l'échelle locale et des différents milieux socioprofessionnels ». Le processus a reçu un accueil très favorable des populations.
- **L'animation de l'assemblée** est assurée par le **Centre Djoliba** (organisme mis en place par l'Église catholique en 1991 dès les premières heures de la démocratie malienne) qui dispose d'une **forte légitimité et** de nombreux **relais** dans les municipalités et les régions maliennes. L'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique fournit un **appui méthodologique** permanent à l'assemblée. Parmi les autres acteurs mobilisés : Ousmane Sy - ancien ministre de la décentralisation et membre du comité de pilotage de l'assemblée, la société civile et des partenaires techniques et financiers.
- Une **méthodologie en quatre phases** est mise en œuvre, elle reste adaptative à l'évolution du processus :
  - Une **première phase** d'assemblées locales réunissant des participants issus d'un échantillonnage de la **diversité sociale, ethnique et professionnelle** au niveau des communes et des cercles. Le dialogue avec les participants se fait sans thématiques définies à l'avance et selon **quatre axes de questionnement** : valeurs, défis, engagements et propositions. De ces axes et de chaque assemblée se dégagent des thématiques exprimant des priorités territoriales.
  - La **deuxième phase** d'assemblée régionale associe des délégués locaux choisis en fonction des thématiques qui auront émergé dans les différentes régions. Dans le secteur de Kayes par exemple, les thèmes ont trait davantage aux ressources minières et aux migrations, alors qu'à Kidal au Nord les priorités concernent plus la rébellion et la construction de l'État démocratique.

  - La **troisième phase** nationale réunit des délégués et des personnes ressources sur les thématiques identifiées. Elle consiste à croiser l'ensemble des visions et des contributions et à élaborer un document national intitulé « **Bâtir le Mali à partir des propositions** ».
  - La **quatrième phase** consiste à restituer les travaux des phases précédentes aux populations ainsi qu'aux acteurs participants, puis à étudier les points d'accroche avec les autorités locales.

- Le processus en est actuellement à la **finalisation de la phase locale** (une région au Nord du Mali reste à couvrir à ce jour). Au total, une sélection de 48 communes et de 22 cercles a été faite sur un ensemble de 703 communes et de 46 cercles définis dans le cadre de la décentralisation malienne. L'échantillonnage des communes se base sur la diversité géoculturelle du pays. Mille délégués se sont mobilisés au cours des 24 assemblées communales et des 12 assemblées de cercle. Des autorités traditionnelles et religieuses, des élus, des associations professionnelles, des jeunes et des femmes ont été parties prenantes.
- La **première analyse** des thèmes issus des assemblées locales montre l'émergence de deux types de valeurs. 1. Des **valeurs citoyennes**, qui traduisent comment les citoyens s'engagent dans le développement et la gouvernance de leur communauté en tant qu'acteur. 2. Des **valeurs sociales**, précisant comment la collectivité elle-même s'engage dans la gestion d'ensemble. Les principaux défis portent sur les **approches et l'orientation des politiques publiques**, sur la **délivrance des services publics**, ainsi que sur l'agriculture et l'élevage. Les engagements montrent que les citoyens veulent s'impliquer dans la gouvernance de la collectivité sur la base de l'entraide et de la solidarité réciproque.
- Le **nouveau défi** posé à présent par le processus est de savoir comment amener les autorités et les responsables politiques à **se saisir des propositions** venant des communautés de base. Comment amener les populations à **se maintenir dans une dynamique en marche** et **continuer à porter leur proposition** sans l'appui actuel des animateurs ? « Il s'agira de **pérenniser** l'assemblée malienne à travers la mise en place d'un réseau transversal aux échelles de gouvernance, et d'amener les citoyens à se regrouper **au-delà de leur confinement communal**. C'est bien au niveau local que l'on peut poser sérieusement les questions internationales et mondiales. Il y a partout un décalage entre la signature des conventions internationale et la capacité à les mettre en œuvre au niveau local. Il faut des solutions locales à des défis locaux. A partir de là, on peut relier les espérances avec d'autres pays et mutualiser les travaux » souligne Ambroise Dakouo.

Gustavo Marin – On voit bien qu'**il n'y a pas qu'un seul modèle d'assemblée citoyenne**. Il faut explorer deux ou trois processus pour en percevoir la structure et la diversité. La méthode de John Anugraha et de Ben Quinones est d'avancer sous la forme de **dialogues triangulaires et quadrangulaires** avec des jeunes et d'autres acteurs socioprofessionnels. Mamadou Niang propose un **processus transfrontalier et une dynamique régionale**. Ambroise Dakouo décrit une dynamique animée dans un cadre national pour faire du lobbying sur un État et les autorités locales. Il y a des processus différents à l'intérieur d'un cadre général d'assemblées citoyennes.

François Soulard – Des analogies apparaissent entre les processus asiatique et africain. Des deux côtés on a des **logiques matricielles** qui invitent une grande diversité d'acteurs de la

société à dialoguer, et de l'autre des démarches de **lobbying** spécifiques au niveau national pour faire avancer des propositions de changement.



4.4 Vers l'Assemblée régionale de citoyens d'Iquique – Cône Sud

« L'assemblée met en avant une doctrine de résolution pacifique des conflits et d'intégration des peuples. Elle parie sur le sens commun des citoyens, sur leur volonté de paix et de construction. […] Si les intérêts minoritaires et hégémoniques veulent créer des divisions, nous désirons au contraire créer de l'amitié, du rapprochement, de l'intégration, de la fraternité et de la rencontre ».



- L'assemblée fait partie de multiples courants porteurs d'une **rénovation profonde du contrat social et de l'éthique**. Elle cherche à **renforcer ces courants** et à **répondre à différentes crises** qui s'inscrivent dans une même crise de civilisation. La majorité des problématiques en Amérique Latine doit pouvoir **être abordée à l'échelle régionale**. L'assemblée met en avant une doctrine de résolution pacifique des conflits et d'intégration des peuples. Elle parie sur le sens commun des citoyens, sur leur volonté de paix et de construction. « Ce sont avant tout les intérêts politiques, financiers et militaires qui sont générateurs de conflits artificiels. Si les intérêts minoritaires et hégémoniques veulent créer des divisions, nous désirons au contraire **créer de l'amitié, du rapprochement, de l'intégration, de la fraternité et de la rencontre**. Les institutions ont bien sûr leur rôle, il est possible de travailler avec elles. Mais c'est le **renforcement de la société civile** qui est essentiel. Il ne s'agit pas de critiquer le fonctionnement des partis politiques ou de nous définir par rapport à des supposés ennemis » insiste Alihuen Antileo.
- La **coordination de l'assemblée** s'appuie sur une **coordination générale** composée de trois personnes mobilisée dans l'initiative depuis son démarrage. Un **coordinateur national** est actif dans chacun des quatre pays. Les **outils de communication** (site web, liste de diffusion , vidéos) sont gérés par des jeunes et par François Soulard.
- La **méthodologie** du processus s'enrichit chemin faisant. Elle tend à constituer une méthode de **facilitation et** d'**écoute de la diversité,** afin de mettre en évidence **ce qui est commun entre les questions et les acteurs**, sans nier et exclure les différences. « D'une certaine manière, l'assemblée prend la forme de l'objet qu'elle souhaite écouter et facilite la **construction des liens**. Nous n'inventons rien, nous faisons partie de la marche des peuples » précise Ricardo Jimenez. Plusieurs **axes de travail thématiques** se sont progressivement mis en place et traduits dans une série de rencontres :
  - Autour de la question essentielle du rôle des **militaires pour la paix et la démocratie**, des réflexions et des propositions se sont construites à travers la seconde rencontre, en avril 2009, de militaires actifs et retraités ainsi que de spécialistes de la société civile (participation d'un amiral brésilien responsable de l'école de formation d'officiers de

l'armée brésilienne, du général Roble ayant joué un rôle important contre la dictature de Fujimori au Pérou et d'un colonel bolivien). Une rencontre a ensuite eu lieu en avril 2010 sur le thème de la **sécurité humaine** en présence de représentants des forces de police, d'autorités locales, de spécialistes et de leaders communautaires.

- Sur la question des **peuples originaires et indigènes**, une rencontre historique vient d'avoir lieu entre Lonco Catillanca - dirigeant mapuche du sud chilien et Americo Cabecilla - leader indigène ashaninka péruvien qui a dirigé les luttes contre les transnationales d'Asie responsables de nombreux dégâts faits sur les écosystèmes et les communautés indigènes au Pérou). La rencontre a été appuyée par l'université Pédagogique de Santiago du Chili et a été suivie d'un débat public avec environ 150 participants.

- La thématique de **l'intégration régionale** croise quasiment toutes les questions de gouvernance de la région, notamment celles des migrations, de la santé, de la sécurité et de l'économie. Mais elle est absente à la fois des formations proposées par le monde académique, et du côté des mouvements sociaux qui se forment le plus souvent à partir des flux d'informations et de l'actualité. Dans ce sens, un pont a été crée entre le monde académique et les mouvements sociaux à travers la création de **cours de formation sur l'intégration régionale** proposés aux étudiants et aux dirigeants sociaux. Deux cycles de cours ont ainsi été animés avec le soutien de l'Université San Marcos de Lima et le parrainage du Mouvement péruvien de producteurs de coca (40 étudiants se sont inscrits au second cycle). La compilation des matériaux de cours, des articles et des débats produits dans le cadre de la formation a fait l'objet d'une édition intitulée « **Yatiris de l'intégration** » (Magiciens de l'intégration). L'ouvrage aborde des sujets tels que la mise en place de la Banque du Sud (nouvel instrument financier mis en place par les pays de la région pour financer leur développement), le projet continental d'infrastructures de transport IIRSA et la production de coca.



- Les **migrants et les phénomènes de migration** constituent une thématique qui questionne à la fois le lien entre le local-global, la citoyenneté, la nationalité, l'intégration régionale, la souveraineté des États et la gouvernance mondiale. Elle dérive « **aux limites de la gouvernance** », dans une zone diffuse qui révèle clairement l'inadaptation du système de gouvernance actuel, mais aussi ses **possibilités de réinvention**. Un lien international est établi avec le projet de Charte mondiale des migrants. Au niveau national et régional, plusieurs activités et réflexions se sont construites sur cette thématique à chaque fois en alliance avec d'autres organisations, notamment :
  1. La participation à un programme de **médiation** animé durant deux ans dans un quartier de migrants de Santiago.

2. La présentation d'un **documentaire audiovisuel** sur les migrations réalisé par des jeunes participants à l'assemblée. La vidéo a été projetée en présence de spécialistes péruviens et chiliens sur les migrations (le thème est très sensible car les deux pays sont marqués par deux siècles de relations imprégnée d'un ressentiment profond). Les débats contribuent à mettre à jour des possibilités de **dépassement du ressentiment** et de nouvelles relations entre le Pérou et le Chili.
3. La co-organisation de la cinquième **rencontre nationale de migrants** au Chili en coopération avec le Ministère de l'intérieur du gouvernement chilien, des communautés de migrants de Bolivie et du Pérou. Ce congrès a progressivement réussi à installer des **réformes des cadres légaux** au Chili.

- 4. La création d'un **module pédagogique** consacré à l'histoire sud-américaine et destiné aux collèges de migrants de Santiago. Le module se propose d'aider à dépasser les discriminations et les incompréhensions en mettant l'accent sur **l'histoire commune** des pays et des communautés du Cône Sud. Le texte de référence scolaire est en cours de finalisation et le module sera **généralisable** pour tous les collèges qui souhaiteront l'utiliser. L'initiative a été menée en lien étroit avec le ministère de l'Éducation.

- La question des **femmes** est explorée à travers un cycle de rencontres animées d'abord au Pérou, en Bolivie, en Argentine et au Chili, puis au niveau régional avec une rencontre régionale de femmes du Cône Sud.

- Autour de la **responsabilité et de l'environnement**, une passerelle s'est mise en place avec la **Conférence internationale de jeunes sur la planète**. Des jeunes des quatre pays du Cône Sud se sont mobilisés d'abord dans leur école, puis au niveau national. Ils se sont retrouvés avec des délégations de 60 pays à Brasilia en juin 2010 pour construire la **charte mondiale des jeunes « Prenons soin de la planète »**. Au Chili, l'opération a permis de développer des relations intergénérationnelles, un désenclavement et un protagonisme très fort chez les jeunes ainsi qu'une capacité à bâtir une connaissance sur les thèmes de travail.
  La seconde rencontre **d'écologie populaire** en avril 2010 a tenté d'établir des ponts entre les cultures populaires et le thème de l'environnement encore trop souvent marginalisé.

- La revue « **Pensamiento Propio** » constitue un effort **d'approfondissement conceptuel** centré autour des limites de la gouvernance et de la valorisation des idées nouvelles à l'échelle latino-américaine et sur d'autres continents (les 4ème et 5ème numéros de la revue incluent respectivement un article de Pierre Calame et de Paul Graham d'Afrique du Sud). Le **cahier de propositions « Ressentiment et gouvernance mondiale** », élaboré à partir du séminaire d'Iquique en décembre 2008, met le doigt sur le thème du ressentiment, de la haine réciproque, des tensions et des divisions entre communautés. Le cahier a été lancé lors d'une manifestation publique en partenariat avec Le Monde diplomatique – édition chilienne et des participants péruviens.

- La marche de l'assemblée a été frappée par le **tremblement de terre** et le **tsunami** de mars 2010 au Chili. L'État n'ayant pas pu faire face au désastre, des jeunes de l'assemblée ont organisé une journée solidaire à Valparaiso sous le slogan « **Le peuple aide le peuple** » puis ont proposé leur aide sur les sites affectés.

- La **convocation à l'assemblée d'Iquique** qui aura lieu **les 5, 6 et 7 novembre 2010** est en cours. La production des rencontres en terme de réflexions et de propositions fait l'objet d'une **systématisation** et sera utilisée pour **nourrir les discussions de l'assemblée d'Iquique**.

- Les principaux défis de l'assemblée évoqués par Ricardo Jimenez sont : 1. **Améliorer la**

visibilité de l'ensemble du processus, des propositions et des actions qui restent encore trop peu divulguées et diffusées. 2. **Approfondir la cohésion et les liens** créés entre les acteurs et entre les autres assemblées au niveau international. 3. **Renforcer les ressources** logistiques et financières. L'assemblée appuie actuellement ses propres initiatives en apportant une contribution minime aux animateurs, charge à eux de trouver d'autres ressources complémentaires. De nouveaux partenariats financiers sont recherchés à terme.

Ben Quinones – Ce type d'initiative peut être également impulsé par des organisations comme la Banque mondiale et les Nations-Unies. Comment fait-on la distinction ? Nous nous trouvons en position de compétition avec le système existant. Le deuxième Forum social mondial par exemple est devenu une marque. Comment peut-on tout à la fois se situer au sein d'un même paradigme avec les assemblées, **se démarquer** et disposer d'un label différent ? Ma préoccupation est de savoir que nous ne pouvons pas voler sans ailes.

Gustavo Marin - Au lieu de créer une nouvelle organisation de type super-NGO qui recevrait et distribuerait des fonds, il faut que les assemblées citoyennes soient plutôt un « **réceptacle** » où les différents acteurs apportent eux-mêmes leur financement. Les **partenariats** sont bien visibles dans les présentations de John Anugraha et de Ricardo Jimenez. On voit que l'assemblée est présente aux côtés d'autres acteurs.

A ma connaissance, la Banque mondiale ne soutient pas d'assemblées citoyennes. Elle se préoccupe en effet de la société civile, mais sa politique est ancrée dans une vision néolibérale. En quoi la Banque mondiale a-t-elle encouragé la participation du peuple grec par exemple ? Les assemblées citoyennes ne sont pas exclusives mais elles sont **singulières**. La **méthode doit être mise en avant devant les bailleurs** en sortant de la logique du « vous et du nous ».

Charles Kleinermann – Les marques et les labels sont intéressants pour se faire connaître et **avoir une identité auprès des bailleurs**. C'est une question importante.

Arnaud Blin - Le label reprend le modèle de l'entreprise privée, alors qu'il faudrait promouvoir une **logique de la communication** et sortir du fondamentalisme de marché qui a pénétré partout.

John Anugraha – Les assemblées s'apparentent davantage à un **modèle de logiciel libre** plutôt qu'à celle d'une marque ou d'un label.

4.5 Construire une communauté méditerranéenne des peuples

« Le défi pour les cercles sera de mobiliser un nombre important de personnes dans la durée, au-delà des premières rencontres de Valencia et du lancement des premiers cercles.
Il faudra aussi réunir une diversité professionnelle significative [...] il est important de montrer que l'assemblée méditerranéenne n'est pas isolée et qu'elle s'inscrit dans un ensemble de processus en marche ».



- Le contexte régional est marqué par **deux ensembles radicalement différents.** D'un côté la région européenne - elle même divisée entre les pays membres de l'**Union Européenne** du pourtour méditerranéen et les pays candidats à l'Union ayant des profils de développement bien distincts. De l'autre la **rive Sud de la Méditerranée** composée d'États-Nations diversifiés dans lesquels la place du citoyen et de la société civile est délicate.

- De **nombreuses dynamiques sont en marche** au niveau civil et politique. La coordination de l'assemblée a effectué un premier repérage des organismes à Bruxelles et dans d'autres pays de la région pour **dresser un premier panorama** des initiatives. Du côté civil, on peut citer la **Plateforme euro-méditerranéenne de la société civile**, financée par la Commission européenne. Elle a d'abord constitué un forum mobilisant près de 3000 acteurs, puis s'est transformée en plateforme suite à la création d'un secrétariat permanent qui a conduit en réalité à dynamiter l'initiative (suite aux luttes d'influence et de pouvoir pour occuper les sièges représentatifs). La coordination a également rencontré **l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne,** composée de parlementaires européens, de deux représentants de chaque parlement national des pays membres ainsi que des parlementaires des pays de la rive Sud. Le **Comité des régions** a lancé le réseau ARLEM regroupant les autorités régionales du pourtour méditerranéen qui se réunit tous les ans en assemblée sous la forme de regroupements thématiques. Parmi les organismes prospectés, il faut citer aussi la **Banque Européenne d'Investissement** (financement de programmes à l'échelle méditerranéenne), la **Commission Européenne**, le **Conseil de l'Union Européenne** et les **syndicats** européens.
  Au niveau politique, on peut parler d'un **enchevêtrement institutionnel** vu la superposition des institutions telles que la Ligue Arabe, l'Union Européenne, l'Union Euro-Méditarranéenne, l'Union du Maghreb Arabe...etc.

- L'ensemble de ces dispositifs pose d'autant plus la question de la **citoyenneté**. « Celle-ci n'est pas liée à un passeport. Il est question de droits, de responsabilités et d'espaces dans lesquels il est possible de s'exprimer. Mais de quoi parle-t-on si l'on ne peut pas voyager librement de la rive Sud à la rive Nord alors que l'on dispose d'une Union pour la Méditerranée ? » souligne Françoise Macé.

- Une **démarche méthodologique** en trois temps a été mise en œuvre jusqu'à ce jour. 1. La création d'une **coordination** de l'assemblée et la rédaction de la **charte constitutive**. 2. La **prise de contact et la rencontre** d'institutions reliées au thème de la citoyenneté dans l'ensemble euro-méditerranéen. 3. **L'état des lieux** des dynamiques citoyennes. La perspective d'ensemble est de parvenir à **créer une dynamique instituante** mais **non-institutionnalisée**.

- L'initiative d'assemblée méditerranéenne a **deux origines**. 1. La ligne d'orientation de la FPH consacrée à la Méditerranée qui a été élaborée progressivement à partir du partenariat avec le Centre d'Études Rurales et d'Agriculture Internationale (CERAI) depuis 2004. 2. L'expérience des assemblées de citoyens menée dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire ainsi que d'autres expériences de la FPH. Un **premier texte d'appel** à la construction de l'assemblée méditerranéenne avait été débattu avec des partenaires du Liban, de Grèce et d'Algérie lors d'une première réunion en octobre 2008. Suite à la rencontre, le projet d'une **charte constitutive** a été adopté puis a été effectivement rédigé à la fin 2008. La rédaction de la charte en quatre langues (complétée d'un lexique pour préciser le sens des mots dans chaque langue) a constitué le **premier pas fondateur** de l'assemblée. La charte a été produite par l'équipe de coordination et regroupe les **valeurs**, les **principes**, les **objectifs** et quelques aspects méthodologiques du processus. L'idée est que les participants et les partenaires signent la charte, marquant ainsi leur accord vis à vis du projet. Le premier jet de la charte a été proposé par Etienne Galliand (Alliance des éditeurs indépendants) sous la forme d'une **série de questionnements**. La version définitive a ensuite été enrichie des apports issus de la réunion.

- La **coordination** de l'initiative comprend aujourd'hui le CERAI, le Mouvement Européen International (né à partir d'un appel à la construction européenne dès 1948), l'Université Européenne de Tirana (en Albanie) et des organismes des pays du Sud, en particulier le Maroc, la Turquie et l'Égypte, qui sont actuellement en cours de mobilisation (notamment la Bibliothèque d'Alexandrie en Égypte qui dispose de partenariats avec différents pays arabes et avec des penseurs reconnus). L'équipe de coordination s'est réunie dans plusieurs pays d'Europe et du Maghreb avec des acteurs de la société civile pour avancer sur l'état des lieux et mettre le projet en débat.

- Un **Conseil des membres** a été créé pour jouer un rôle consultatif sur les choix et les initiatives prises dans le cadre de l'assemblée. Il regroupe des penseurs et des personnalités reconnues de part et d'autre des deux rives méditerranéennes.

- **Dix cercles de citoyens** devraient être mis en place d'ici la fin 2010. Les cercles de Valencia, de Volos, de Tirana et de Marseille sont aujourd'hui en marche. Ces cercles de citoyens ont vocation à s'enraciner dans les pôles urbains de la région. Ils réunissent une diversité de citoyens autour du projet défini par la charte constitutive et forment un **espace privilégié de débat et de mise en commun des problématiques citoyennes**. Ils permettront de faire remonter les débats à la coordination de l'assemblée. La coordination se donne pour mission de **faciliter les liens transversaux** entre les travaux des cercles (notamment avec l'appui d'un site web) et les regroupements thématiques, et de rechercher des partenaires financiers complémentaires. Pour Charles Kleinermann, « le défi pour les cercles sera de mobiliser un nombre important de personnes **dans la durée**, au-delà des premières rencontres de Valencia et du lancement des premiers cercles. Il faudra aussi qu'ils réunissent une diversité professionnelle significative et qu'ils puissent d'être actifs dans différents pays. Dans ce sens, il est important de montrer que l'assemblée méditerranéenne n'est pas isolée et qu'elle s'inscrit dans un ensemble de processus en marche ». L'idée d'une charte commune entre les assemblées est évoquée.

- **Une première rencontre élargie est organisée à Valencia en Espagne les 2, 3 et 4 juillet 2010** sous le slogan « **Dialogues citoyens : institutions et citoyenneté en Méditerranée** ». Elle vise à interpeller le monde institutionnel et mettre le processus en marche. Des personnes ressources des institutions sont sollicitées pour présenter les politiques de leur institution à l'échelle euro-méditerranéenne puis pour participer au débat (ce qui pose déjà le défi de pouvoir retenir ces personnalités dans les débats qui suivent leur présentation). La priorité a été mise sur la **valorisation des expériences**. Il ne s'agit **ni d'un colloque**, **ni d'un séminaire classique avec une série d'interventions**. Des ateliers regrouperont les intervenants autour de la table avec un modérateur qui veillera à la circulation de la parole. La rencontre comportera **quatre agoras thématiques**, organisées sous la forme de deux ateliers simultanées. Chaque atelier débutera avec la présentation de deux acteurs institutionnels.

4.6 A TRAVERS L'OCÉANIE. VERS UNE ASSEMBLÉE DE CITOYENS DU CONTINENT LIQUIDE

« Comment maintenir l'élan à long terme et pérenniser la démarche ? Un des défis méthodologiques identifiés est d'apprendre à gérer la diversité des acteurs se rencontrant pour la première fois et n'ayant qu'une possibilité très limitée de continuer à dialoguer par la suite ».



- Le **continent océanien** possède une population relativement réduite de 40 millions d'habitants, répartie sur une fraction de l'océan Pacifique qui s'étend du pôle Sud au pôle Nord et occupe un tiers de la surface terrestre. La Nouvelle-Zélande n'est pas « clean and green » comme voudrait le prétendre la mythologie touristique, elle fait face à de **réels problèmes environnementaux et de gouvernance**.
- Le processus d'assemblée a démarré avec la rencontre « **Bassins versants et gouvernance responsable de l'eau** » tenue en novembre 2009 en Nouvelle-Zélande. Elle a réuni des acteurs venant **d'horizons sectoriels et disciplinaires très variés** afin d'écouter les différents points de vue, d'organiser un **dialogue interculturel** autour des approches de la **gestion des systèmes fluviaux**. Parmi les participants à la rencontre, citons : 1. Un **dirigeant maori** représentant d'une autorité traditionnelle et connaisseur des questions liées aux rivières et aux poissons. 2. Un **juriste** qui a commenté notamment l'idée de démocratie écologique. 3. Un **historien** de l'environnement défendant la nécessité de changer les modèles de développement hérités du passé. 4. Un **chercheur** sur les écosystèmes fluviaux qui a présenté une vision écosystémique et holistique des

bassins versants (il a également évoqué les mécanismes de privatisation de l'eau par les grandes entreprises). 5. Un **ingénieur hydrologue** du Vanuatu ayant abordé le thème du changement climatique et de la gouvernance locale. 6. Une **femme militante** ayant mobilisé les populations locales pour convaincre les autorités que la conservation des zones humides étaient plus bénéfiques sur le long terme (une sortie de terrain a été effectuée pour visiter la zone humide à présent restaurée). 7. Un **historien et poète** dont le père fut l'un des quelques d'avocats néo-zélandais à défendre la cause maori et qui a côtoyé très tôt la culture maori.

- La rencontre a été conçue de **façon collaborative** en lien avec les organisations poursuivant le même intérêt autour de la création de liens et la thématique de la gouvernance. L'Ong **Waterscape** a apporté un nombre important de contacts dans le monde de l'ingénierie. **Response** a mobilisé ses partenaires du monde culturel et indigène (l'Ong Response développe systématiquement des partenariats avec les communautés indigènes maoris en Nouvelle-Zélande). Les **liens entre communautés autochtones et les autres milieux de la société** sont rares. Betsan Martin souligne le rôle crucial **d'établir des relations de qualité et de convivialité avec les partenaires**. Elle a réalisé un important travail de préparation avec les acteurs maoris en allant présenter le projet, bien en amont de la rencontre, autour d'un repas commun et de discussions informelles. Selon elle, les communications à distance ne permettent pas de créer des communautés et de mobiliser les gens. La **méthodologie d'animation** de la réunion a proposé une série d'exposés de bonne qualité qui ont ensuite été valorisés dans les actes de la rencontre. Le modérateur des débats a été contraint de laisser la place aux débats qui sont devenus très dynamiques et se sont étendus dans les moments de discussion informels (repas et soirée).

- Des **tensions** sont apparues durant la rencontre. Un des ingénieurs ne comprenaient pas pourquoi les indigènes refusaient d'utiliser l'eau à des fins de production énergétique. Certains intérêts font en effet pression pour installer des projets d'infrastructures énergétiques et viennent se surimposer aux traditions et aux autorités locales. « Il est facile de réunir des gens de différents milieux quand on sait qu'ils seront d'accord, mais lorsque se créent des **situations de confrontation et de désaccord**, il faut alors être capable de les gérer et de les réguler. De **nouveaux défis apparaissent lorsqu'une diversité d'acteurs se retrouve réunie** dans la même salle » insiste Betsan Martin. Les communautés indigènes ont une notion de la propriété fondée sur la gestion collective qui se heurte avec les cadres légaux en Nouvelle-Zélande et l'approche scientifique. Elles travaillent de façon très constructive la démocratie en s'inspirant des valeurs traditionnelles et attribuent une haute **valeur spirituelle** à l'environnement. Cette valeur spirituelle est perçue comme très attrayante, mais elle contraste avec les systèmes de régulation qui ne peuvent pas la mettre en pratique.

- Des questions se posent d'ores et déjà pour la **suite du processus** : faut-il continuer à travailler avec le même groupe d'acteurs en cherchant à **approfondir les questions**, ou doit-on **ouvrir le processus à d'autres partenaires** et à d'autres zones de la région ? Dans quelle mesure des partenaires d'autres régions du Pacifique peuvent-ils être associés vu le **coût très élevé des transports océaniens** ? Comment **maintenir l'élan à long terme** et pérenniser la démarche ? Un des défis méthodologiques identifiés est d'apprendre à **gérer la diversité** des acteurs se rencontrant pour la première fois et n'ayant qu'une possibilité très limitée de continuer à dialoguer par la suite.

4.7 Citizens for Europe : relier initiatives et propositions citoyennes

« La démarche veut apporter un service de mise en réseau et de visibilité des dynamiques existantes, sans chercher à se superposer à l'existant ni à se doter d'une identité particulière. Le site ne constitue en cela qu'un outil autour duquel s'organisent les activités de rencontres et de prospection ».



- Le **format de la dynamique européenne est particulier**. Un très riche tissu de dynamiques citoyennes et civiques existe en Europe. L'enjeu se situe davantage du côté du **soutien de ce qui est déjà en mouvement** et de la **connexion avec les relais politiques** aux niveaux local, régional, national et européen. « La citoyenneté européenne, c'est autre chose que la somme des citoyennetés nationales. Le désir d'Europe et la participation aux élections européennes doivent croître alors même que l'accumulation des pouvoirs se renforce et que la crise génère des comportements de repli. Il faut noter aussi que la notion de citoyenneté est très variable d'un pays à l'autre et qu'il y a un problème de régionalismes » rappelle Charles Kleinermann. Dans ses relations avec l'Union Européenne, la société civile fait face à deux problématiques. 1. La très **forte dépendance financière**. 2. Le « téléguidage » induit par les **modalités de coopération** et les critères d'attribution des fonds.
- L'initiative Citizens for Europe vise à **construire des liens entre les dynamiques** et à les matérialiser à travers le **site web** www.citizensforeurope.eu. Le site traduit en amont toute une démarche de **repérage, de visibilisation et de communication**. L'objectif du site est de regrouper les initiatives menées actuellement en Europe qui contribuent à **élaborer des propositions**, à organiser des **campagnes et des événements**. La démarche veut apporter un service de mise en réseau et de visibilité des dynamiques existantes, sans chercher à se superposer à l'existant ni à se doter d'une identité particulière. Le projet a démarré au début de l'année 2010.
- La FPH a lancé l'initiative suite au refus exprimé lors du référendum sur la Constitution européenne en 2005 et à partir des dernières élections européennes de l'année 2009. L'étape actuelle du projet est une étape **d'écoute et d'adaptation.** De nombreuses rencontres ont lieu avec les organisations et des responsables politiques, ainsi qu'avec les médias. L'idée consiste également à **réunir physiquement** les acteurs qui travaillent sur des **thématiques communes** et de porter leur propos au niveau politique en utilisant notamment les mécanismes mis en place par les traités européens. Le site ne constitue en cela qu'un **outil** autour duquel s'organisent les activités de **rencontres et de prospection**. L'échéance des prochaines élections européennes est une priorité. « D'ici fin 2011, on se donnera le temps de voir si la démarche fonctionne et de contribuer à ce que les prochaines élections européennes aillent davantage en faveur d'une Europe responsable et solidaire » souligne Inga Wachsmann.

- Le site web s'articule en trois volets :
  - **Agir pour l'Europe** qui relaie les événements et les campagnes impulsés par les organisations de la société civile (pour l'instant relativement francophone).
  - **Linking Europe** (relier l'Europe) qui répertorie les organisations et initiatives de la société civile sous la forme d'un annuaire. Un travail de repérage avait été réalisé à partir de 2009 pour solliciter l'accord des partenaires de figurer dans le site et pour fournir une fiche d'identité de leur organisme résumant leur valeurs, leurs objectifs, leurs activités, leurs contacts et un lien vers leur propre site.
  - **Shaking Europe** (secouer l'Europe) qui rassemble les propositions des acteurs. « Beaucoup d'organisations ont de belles idées et des rapports détaillés, mais ceux-ci sont difficilement accessibles pour les médias et les responsables politiques » précise Inga Wachsmann. Un soutien est proposé par l'École de journalisme de Bruxelles et le Mouvement Européen International pour re-rédiger les propositions et les rendre plus communicables.

5. Au-delà du modèle unique : l'art de construire des liens, de nouveaux équilibres et des itinéraires entre l'unité et la diversité (suivi transversal)

François Soulard - Chaque processus est **singulier** dans sa géométrie et sa mise en œuvre. Les étapes d'avancement sont elles-mêmes extrêmement variables d'une assemblée à l'autre, allant de l'étape embryonnaire ou d'ébauche, au cycle d'élargissement et de naissance d'autres initiatives.

C'est pourtant de cette variété d'étapes, de témoignages et de processus en devenir que l'on peut déjà extraire des **priorités**, des **accents** et des **enseignements communs**. Gustavo Marin soulignait que c'est précisément en comparant deux ou trois assemblées entre elles que l'on parvient à mieux saisir leur propre particularité. L'exercice de rapprochement et de comparaison consiste au fond à mettre en pratique l'un des principes fondateurs des assemblées : la **réinvention du lien entre unité et diversité**. Autrement dit, en quoi chaque histoire contribue-t-elle à nourrir celles des autres et à en écrire une nouvelle ? C'est à la lumière de ce principe que je souhaite vous proposer les **six grands axes** suivants issus du

rapprochement, toujours subjectif, des contributions :

- **1. Les assemblées font partie d'un double mouvement d'innovation et d'insertion plus large dans l'émergence d'acteurs citoyens, porteurs d'une réinvention de la gouvernance et d'une capacité à agir sur le destin collectif**. Cela peut paraître une évidence, mais il est très significatif de voir réaffirmer l'idée que les assemblées naissent non seulement en écho à des dynamiques citoyennes en marche (comme le signalait Gustavo Marin en introduction), mais aussi comme une réponse inédite face à des crises multiformes de la gouvernance. Il y a d'un côté des démarches qui précèdent et complètent les assemblées : les assemblées constituantes en Amérique Latine, l'émergence de coalitions citoyennes au Sénégal, des forums et alliances internationales d'alternatives aux modèles économiques (Pierre Vuarin, Ben Quinones) et sur la gouvernance mondiale (Forum social mondial, Alliance 21). De l'autre, on voit que les assemblées sont des réponses nouvelles, des surgissements devant les impasses de l'action politique et militante (avec l'exemple du parti politique Bahan aux Philippines, du décalage croissant des processus électoraux au Mali) ou devant des mécanismes institutionnels inadaptés (en Méditerranée, dans le Cône Sud, en Afrique). **Les assemblées citoyennes ne prennent tout leur sens et leur pertinence que si elles s'insèrent dans ce double mouvement de participation à un mouvement d'ensemble et de surgissement face aux crises**. Elles aspirent à devenir l'une des modalités concrètes de réinvention de la gouvernance depuis l'échelle locale à l'échelle mondiale. Il est clair que nous n'en sommes qu'au tout début et que la marche sera longue et passionnante.

- **2. Peu importe la couleur des assemblées, pourvu qu'elles construisent des relations.** Il est fascinant de voir à quel point la création de relations est au cœur des modalités de construction de chaque assemblée. En lieu et place des ruptures, des séparation ou des cloisonnements – très souvent pointés dans les interventions, on voit que chaque processus tend à leur substituer des liens nouveaux. On peut essayer de regrouper ces liens en **trois familles**. 1. Relation entre les générations (en Asie), entre les acteurs, entre les questions thématiques, entre les pays d'une région (**les trois diversités** des mutations). 2. Relation entre la réflexion et l'action concrète, entre le formel et l'informel, entre le particulier et le général (c'est le volet de **la complexité**). 3. Relation entre les rencontres ponctuelles et le long terme, entre l'institué et l'instituant, entre le local et le régional, entre l'ouverture et l'approfondissement (le volet **organisationnel**). Les processus s'efforcent de tisser des liens entre tous ces termes. Ils se combinent entre eux et toujours différemment d'un processus à l'autre, en **construisant des équilibres** irréductibles à une formule unique. Cela souligne à quel point les assemblées tendent à être non seulement des **réseaux de relations,** bien symbolisé par le site européen Citizens for Europe, mais aussi des mécanismes par lesquels de **nouvelles relations se construisent**. L'assemblée asiatique en fait une question centrale avec l'approche intergénérationnelle, et l'approche des cinq thématiques interdépendantes (5 « É » : écologie – éducation – économie solidaire – équité - éthique). Alihuen Antileo et Ricardo Jimenez l'ont repris en évoquant la rencontre historique des dirigeants indigènes ashaninka et mapuche dans le Cône Sud, puis en soulignant « qu'en face des monopoles et des intérêts minoritaires qui fragmentent la société, l'assemblée cherche au contraire à créer de l'amitié, du rapprochement, de la fraternité et de l'intégration, que ce soit à travers des ateliers, d'une danse ou d'un événement culturel ». Ces nouvelles relations renvoient à leur tour aux conditions à réunir pour leur permettre de se construire, à cette **capacité d'intégration** dont parle le Cône Sud. Les assemblées se proposent justement de rechercher, d'expérimenter et d'être une de ces nouvelles conditions.

- **3. Des démarches et des méthodes pour produire à la fois plus d'unité et plus de la diversité.** L'autre relation au cœur de nos processus, c'est celle du rapport entre l'unité et la diversité. On voit que les assemblées construisent des itinéraires pour aller de l'un à l'autre. L'unité (ou la cohésion) se construit grâce aux **agendas**, aux **rythmes**, aux **étapes** (celles des rencontres, des forums annuels, des quatre assemblées du second semestre 2010), aux **équipes de coordination**, aux **outils de travail**. La diversité c'est celle des **milieux socioprofessionnels**, des **questions thématiques**, des **défis**, des opportunités et des contextes de la société, dont « l'assemblée propose de prendre la forme » souligne Ricardo Jimenez. L'expérience de Betsan Martin avec la mise en présence du secteur privé et des dirigeants indigènes, ou les débats sur le ressentiment et la gouvernance dans le Cône Sud qui débouchent sur de nouvelles reconnaissances mutuelles des communautés, montrent qu'il est loin d'être évident de travailler avec la diversité. Des **tensions nouvelles** apparaissent. Tout l'art réside ainsi dans la capacité à les transformer en **situation féconde**. Trois grandes stratégies se dégagent au sein de ces itinéraires : 1. **Les assemblées s'adossent à des réseaux existants** capables de mobiliser des acteurs reconnus et légitimes de la société. C'est le cas du Centre Djoliba au Mali, de Response et Waterscape en Océanie, du CERAI, de la FPH et du comité de coordination en Méditerranée. Dans le Sahel-Sahara, il s'agit de la Centrale syndicale des enseignants mauritaniens et du réseau de personnes ressources de l'assemblée sahel-saharienne, ou encore de Global Citizens en Asie. 2. **La synthèse et la progression des débats s'effectuent par niveaux d'intégration successifs**. Cela est évident au Mali avec les étapes locales, régionales puis nationales. En Asie avec les assemblées locales, les forums bilatéraux et trilatéraux convergeant vers l'assemblée de 2010. Également dans le Cône Sud avec les rencontres nationales puis régionales de femmes, la priorité donnée pour l'instant à trois pays et d'un groupe de questions thématiques dans le Sahel-Sahara. 3. **Le recours à des méthodes permettant à la fois de mettre en évidence ce lien unité-diversité et d'en faire une expérience vécue**. Cela se révèle dans le Cône Sud et au Mali à travers la facilitation du dialogue horizontal entre les acteurs, la systématisation des débats et leur restitution. Également à travers la conception de rencontres mêlant dialogues formels, activités culturelles, convivialité et chantier solidaire en Asie, en Océanie, dans le Cône Sud et le Sahel-Sahara. Dans chaque cas, on voit en filigrane que les cohésions ne se construisent pas en renonçant en contrepartie à la diversité. Les deux sont valorisées simultanément. John Anugraha le résume bien avec le slogan « chacun fait partie et porte en lui l'assemblée [...] peu importent les différences, longue vie à nos diversités ».
- **4. La cohérence s'établit au fur et à mesure du cheminement, des expérimentations et des étapes initiatiques.** Ambroise Dakouo nous disait que l'assemblée malienne propose au fond un questionnement, autant sur les thèmes à traiter que sur la méthode à mettre en œuvre. Ce **questionnement se retrouve dans la plupart des processus**. Dans les présentations successives, il est étonnant de voir comment la description chronologique des étapes, sous la forme d'un récit de voyage, fait sens pour les assemblées et leur donne une **cohérence d'ensemble**. Tel un **processus apprenant**, la suite de l'itinéraire se défini à partir des étapes antérieures qui permettent d'agrandir le cercle de partenaires et **d'ajuster la géométrie du projet**. L'assemblée asiatique nous le montre bien avec la chronologie de rencontres qui aboutit à l'assemblée de 2010. Dans chaque processus, la progression se fait par étapes (la prospection préalable, la rédaction de la charte constitutive de l'assemblée méditerranéenne et la rencontre de Valencia de juillet 2010, la phase locale de l'assemblée malienne, les forums de 2007, 2008 et 2009 en Asie), par tâtonnements et expérimentations (la première rencontre Bassins versants et gouvernance en Océanie, les caravanes itinérantes du Sahel Sahara, l'école méthodologique du Cône Sud). Nous sommes bien sûr au début de l'aventure, mais il y a quelque chose de déjà plus profond dans le domaine de l'éthique et du regard. Il s'agit en quelque sorte d'une pratique

du **questionnement et du cheminement**, de la **fermeté et du lâcher-prise**, du **pari et de l'incertain**, du **regard à long terme et de l'expérience attentive du présent**. Ricardo Jimenez l'évoque à propos de la rencontre inédite entre les leaders indigènes chiliens et péruviens : « ce que nous voulions, c'était de provoquer la rencontre, sans vraiment avoir une connaissance approfondie sur le thème... d'ailleurs nous avons préféré ne pas savoir à l'avance ».

- **5. Les assemblées font naître de nouveaux leviers et des stratégies de changement du local au global.** Les assemblées ne sont pas des systèmes fermés sur le plan de leurs ressources logistiques et financières (ce ne sont pas des super Ongs), de leurs partenariats et de leurs liens avec la société. Elles s'appuient sur le capital social, intellectuel et financier d'autres acteurs, en rejoignant des changements en marche ou **en commençant à créer de nouvelles opportunités**. Dans le Cône Sud, ce sont les initiatives de formation sur l'intégration régionale, du module pédagogique sur l'histoire latino-américaine et de la participation aux réformes publiques sur les migrations. En Océanie, l'assemblée s'associera à une rencontre régionale organisée par l'UICN en janvier 2011. La municipalité d'Ayoun en Mauritanie parraine l'assemblée sahélo-saharienne en octobre 2010. Au Mali, en Asie et en Méditerranée, les institutions sont inclues dès le départ dans le dialogue avec la société civile. Le « **lobbying** » auprès des gouvernements et des autorités politiques est une composante à part entière du processus. On voit bien que chaque assemblée (à des degrés encore très différents) rebondit à la fois sur un certain nombre **d'opportunités offertes**, et contribue à en faire naître de nouvelles au niveau local et régional. La même logique est valable **au niveau mondial**. John Anugraha a rappelé les partenariats internationaux construits au sein l'assemblée asiatique. Ricardo Jimenez a souligné l'intérêt des liens crées avec le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale et la Conférence des enfants et adolescents pour la planète. Il faudra aussi trouver des stratégies qui contribuent à la fois à **articuler les assemblées entre elles** et à **les connecter à d'autres dynamiques de changement** à l'échelle mondiale.
- **6. Un quadruple défi : décloisonner et relier, donner de la visibilité, avancer avec des ressources limitées et permettre la continuité.** Ce sont les quatre principaux défis qui ressortent des discussions. La nécessité de **relier** et en amont celle de **décloisonner l'organisation des acteurs et de la société** se dégagent dans tous les processus. Le défi de **visibilité** est en quelque sorte la contrepartie du cheminement de l'assemblée. Avec l'approfondissement des processus, comment parvenir à rendre visible le chemin parcouru et l'itinéraire jalonné par toute une série de rencontres, de liens et de réflexions ? Le défi des **ressources limitées** est celui de savoir comment faire face aux nouvelles demandes et initiatives qui naissent au sein des assemblées tout en disposant d'un budget qui reste limité. Enfin, la **question de la continuité** est au cœur des processus. Comment faire en sorte que les citoyens s'approprient et animent eux-mêmes le processus sur le long terme ? Faut-il privilégier l'ouverture ou l'approfondissement ? Comment passer des premières rencontres et des premières étapes à une dynamique animée et auto-productive, impulsée par les participants eux-mêmes ?

Françoise Macé – La méthode en effet est de pouvoir **transformer une suite de réunions en assemblées**. Dans ce sens, nous n'avons pas passé beaucoup de temps à mettre en commun les difficultés rencontrées dans la mise en place des assemblées. Doit-on nécessairement chercher à **croiser les thématiques et les propositions** qui vont se dégager de chaque processus ?

Ambroise Dakouo – Il me semble que les **croisements thématiques** sont importants à construire. Ils contribueront à **relier** par exemple un citoyen du Mali avec un citoyen d'une autre partie du monde et à insister sur les crises de gouvernance aux niveaux local et global. La méthodologie se construira au fur et à mesure.

Alihuen Antileo – Être citoyen ne signifie pas la même chose d'une région à l'autre. Nous avons des doutes légitimes entre nous sur le concept de **citoyenneté**. La vision d'une région peut apporter des éléments féconds pour une autre région. Curieusement, nous nous trouvons à 500 mètres de la Bastille où s'est construit historiquement une **nouvelle vision de la citoyenneté**. Peut-être doit-on imaginer une rencontre de spécialistes venant des différentes régions pour rapprocher les définitions.

Charles Kleinermann - Une assemblée citoyenne doit pouvoir **se relier aux forces et aux pouvoirs constitués**, y compris les militaires. On est bien dans une **communauté instituante**, **non-institutionnalisée,** réunie autour de normes et de valeurs qui engagent les citoyens. Pour nous coordonner, on peut imaginer une réunion virtuelle tous les deux mois via skype et partager nos actualités et documents sur le **site web**.

John Anugraha – Les conférences bilatérales et trilatérales sont intéressantes notamment pour assumer les structures héritées du passé. Les équipes locales nourrissent le processus régional à partir de leur propre vision et de leur problématique. **Tout le défi est de faire se croiser les pays, les thématiques et les milieux socioprofessionnels**. Mais en même temps nous avons besoin à un moment donné de « désintégrer » le niveau régional pour revenir **au niveau local**. L'enracinement est fondamental. En Asie, le Festival des arts et des cultures de la Route de la Soie veut symboliser cette diversité reliée par un itinéraire commun.

Serait-il possible de récupérer une **vidéo de chacun des processus** pour ceux d'entre vous qui ne seront pas présents à Bangalore afin que nous la présentions durant l'assemblée ?

Mamadou Niang - Les **contextes et les démarches ne sont pas les mêmes**. Nous faisons le point aujourd'hui pour partager ce que l'on a vécu pendant deux ans. C'est à partir de là que l'on peut voir les **cohérences qu'il est possible de construire**. Or il me semble que cette cohérence ne peut se construire qu'entre des régions similaires. La citoyenneté en Europe s'est construite pendant des siècles tandis qu'en Afrique elle est encore **embryonnaire**. Les stratégies ne peuvent donc pas être les mêmes. C'est pour cela que les thématiques pourront difficilement être comparées, ou alors il faut simplement mettre en évidence certaines **priorités communes**.

Ben Quinones – Les assemblées proposent une méthodologie de lien transversal et de dialogue. Elles jouent un rôle à la fois de **facilitation**, **d'articulation**, de **conseil**, de **documentation** et de **porteur de vision**.

Pierre Vuarin – Sur le plan méthodologique, les démarches d'états généraux ont tendance à concentrer leur attention sur la fin de leur processus. Dans ce sens, il est important d'avoir des outils pour **collecter les résultats de tous les micro-changements** qui se génèrent à

différents niveaux, à court terme ou à moyen terme.

Gustavo Marin - Nous sommes **au tout début de l'aventure et cela prendra du temps**. Il est parfois difficile de regarder l'horizon lointain et il faut être lucide sur le fait que **nous avançons quotidiennement** tout en étant fondamentalement engagés **dans une longue randonnée**. Le fait qu'il y ait encore seulement quelques ébauches d'assemblées de citoyens dans certaines régions du monde nous montre que le chemin à parcourir sera très long. On pourra tenter de s'associer avec tous les mouvements citoyens, néanmoins dans plusieurs régions de la planète les dynamiques sociales nouvelles sont encore très **embryonnaires**, **inexistantes et dans certains cas en marche arrière**. C'est le cas dans les pays d'Europe, en Asie centrale, en Asie, dans le Moyen Orient, en Russie, en Afrique, en Amérique latine. Donc il reste encore beaucoup de chemin à faire. Nous sommes au tout début du chemin et cela nous prendra encore quelques décennies pour bien renforcer cette démarche des assemblées citoyennes.

Deuxième point, la **redéfinition de la citoyenneté et de ce qu'est « être citoyen »**. Notre randonnée n'est pas simplement une étape, **c'est une exploration politique très profonde et ambitieuse**. Nous nous trouvons en ce moment même près de la place de la Bastille à Paris. En août 1789, dans le bâtiment du Jeu de Paumes situé à mille mètres de là, un groupe de révolutionnaire français avait rédigé la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Aujourd'hui, nous nous retrouvons autour de la **refondation historique des principes de la citoyenneté du XXIème siècle**. L'architecture de la gouvernance mondiale a été dessinée par des architectes qui furent des grands philosophes européens, relayés ensuite par des penseurs américains : Emmanuel Kant, Hegel sur la notion de l'État, Rousseau, Montesquieu, Voltaire, les encyclopédistes français, sans oublier Machiavel. Cette pensée européenne a esquissé l'architecture du monde. Elle a été reprise ensuite par les étasuniens, notamment Woodrow Wilson et Franklin Roosevelt, qui ont jeté les bases des Sociétés des Nations puis des Nations Unies. L'architecture actuelle dans laquelle nous vivons a été conçue avec des racines historiques très concrètes. Dans la recherche d'une nouvelle architecture de la gouvernance mondiale, il nous revient de **reconstruire un échafaudage** non seulement à partir de la sagesse millénaire des peuples originaires et des ancêtres, mais aussi **à partir de nouveaux piliers**, ancrés dans la réalité du monde moderne, qui nous emmènent bien au-delà de l'époque de Confucius, des écrits sanscrits indiens, au-delà des révolutionnaires français de la Bastille, des Nations Unies et du G20. Il s'agit clairement d'une **réinvention**. La tâche sera forcément longue et il faudra être aussi fort voire meilleur que Kant et Rousseau. C'est pour cela qu'il est nécessaire de cheminer dès maintenant, de se donner du temps... nous avons au moins le XXI^{ème} siècle pour refonder l'architecture de la gouvernance mondiale !

6. Les assemblées du second semestre 2010 et leur préparation

6.1 Asie : le chemin jusqu'à l'assemblée d'août 2010 et au-delà

« Une assemblée de citoyens doit être construite par chacun, en incluant tous les participants, y compris les militaires. Dans ce sens, elle devient un motif pour abandonner nos relations de pouvoir. Un parlementaire, un entrepreneur ou une mère de famille sont sur un pied d'égalité... peu importent nos différences, longue vie à la diversité ».



- Les **modalités de sélection des participants** à l'assemblée partent de l'idée qu'il ne s'agit pas de réinventer la roue et que de nombreux réseaux, organisations et personnes sont déjà engagés sur les thèmes identifiées et font avancer des processus. A travers différents réseaux locaux (par exemple aux Philippines avec Ben Quinones et Pinky Cupino), deux ou trois facilitateurs repéreront les personnes et équipes invitées à participer. Les critères généraux sont les suivants. 1. **L'affinité et l'engagement** en faveur des thèmes de l'assemblée, au-delà de la seule échéance de l'événement. 2. **La parité de genre** au sein des équipes participantes. 3. **L'équilibre intergénérationnel** entre les jeunes et les adultes). 4. **La diversité régionale** des délégués à l'intérieur même des pays.
- Les **équipes de facilitation nationales** sont en place dans les différents pays asiatiques (y compris en Iran et en Indonésie) en lien avec une **équipe centrale située en Inde** jouant le rôle de **facilitateur**, de secrétariat exécutif et logistique. La constitution même des équipes de facilitation se fait en respectant les critères de diversité, d'âge (jeunes et adultes) et de parité hommes-femmes.
- La **langue de travail** de l'assemblée sera l'anglais. Néanmoins pour éviter l'écueil d'avoir seulement des partenaires anglophones, des **acteurs locaux maitrisant d'autres langues seront invités** et pourront s'appuyer sur l'équipe de facilitation pour les traductions et le dialogue.
- La **conception de l'assemblée** est ancrée sur **la relation intergénérationnelle.** Du 18 au 19 août aura lieu **l'Assemblée asiatique de jeunes**. Dans la foulée, du 20 au 22 août 2010, se tiendra **l'Assemblée asiatique intergénérationnelle**. Les deux réunies

constituent **l'Assemblée asiatique de citoyens**.

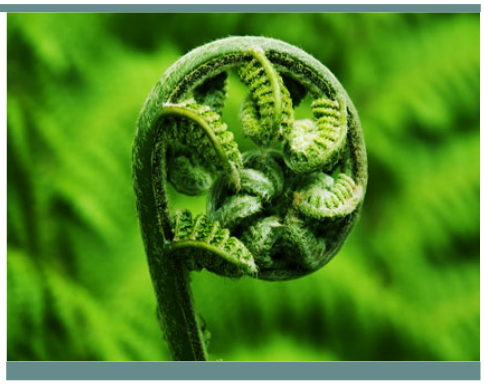
- Les **contenus et la méthodologie de dialogue** sont en cours de définition avec Ben Quinones. La préoccupation centrale est de **créer une vision partagée, des missions partagées et des solutions pour les atteindre en prenant en compte les problèmes, les défis, les réponses et les objectifs à court terme et à long terme**. John Anugraha s'inspire d'une vision de la « solidarité sociale » en lien avec les travaux de Durckheim. « Tant qu'une solidarité sociale n'est pas atteinte dans une communauté, il n'est pas possible de poser les bases d'une économie sociale. La relative abondance d'activités dans l'assemblée asiatique s'inscrit dans cette vision : elle veut créer **des effets de solidarité sociale**, pour que les participants se connaissent de façon naturelle et informelle, qu'ils se découvrent **à travers une expérience de vie** ». Selon Ben Quinones, « il est clair que la rencontre va créer de nouvelles attentes et que nous devons être clairs sur les choses à faire immédiatement et dans une perspective longue ». L'assemblée n'est pas conçue comme une conférence où les gens viennent figurer, faire leur intervention sans entrer en dialogue avec les autres. Il s'agit avant tout de **créer un espace et une opportunité pour produire une pensée collective et se projeter dans une destinée commune**.
  - 1. La **première étape** consiste à **construire une vision partagée** sur les améliorations et les changements à apporter sur chaque thème. La méthode s'appuie sur la mobilisation des visions de chacun et sur l'approche méta-plan (chacun écrit, organise les idées et les met en commun).
  - 2. La **deuxième étape** propose de définir les **missions partagées** de l'assemblée asiatique, en lien avec les visions exprimées précédemment. Cette étape permettra de formuler et consolider les orientations à prendre par les acteurs.
  - 3. La **troisième étape** fait émerger **les engagements** des participants dans le cadre de ces missions et permet également de ramener la question à leur niveau personnel. Selon Ben Quinones, la méthode s'inscrit dans une conception de l'éthique et de la gouvernance où « nous nous questionnons nous mêmes sur ce que nous devons et sommes capables de faire pour avancer ». Les panelistes et les présentations respectives visent à alimenter la composante des **visions et la compréhension des problèmes**. Le travail sur l'émergence des visions est vu comme un élément essentiel (par exemple autour de l'économie solidaire où prédomine en majorité la représentation d'autres régions du monde sur le concept et pas encore celles de l'Asie). Selon Ben Quinones, la réussite de l'ensemble de ce processus à Bangalore peut constituer le point de départ de cinq réseaux ou groupes de travail en Asie.
- Suite au lancement de l'idée en 2008 avec « Youth build » (*are we only going to talk together?*), le chantier « **We build 2010** » sera proposé pour promouvoir l'action concrète et collective des participants en amont de l'assemblée. Le chantier propose de mobiliser des volontaires (40 inscrits en mai 2010 allant au-delà de l'Asie) autour d'un chantier qui démarrera un mois avant l'assemblée et qui s'étendra jusqu'à la rencontre. Les volontaires **s'immergeront dans la vie indienne de l'Inde**, en vivant avec les habitants. Ils seront invités à participer à un programme de **construction d'un centre scolaire écologique**. Le chantier propose un processus d'échanges, une passerelle entre la réflexion et l'action, afin de promouvoir les apprentissages interculturels et les liens entre la ville et la campagne. L'initiative est reconnue au niveau académique puisque les étudiants de l'université de Bangalore pourront valoriser cette expérience dans leurs cursus.
- **Le Festival Malhar 2010** sera un **festival sportif et environnemental** s'adressant aux jeunes et aux enfants. Des activités auront lieu autour de la collecte de l'eau de pluie

(l'assemblée de 2010 a lieu pendant la saison des pluie en Inde) et un tournoi de football. Le sport est envisagé comme un outil de promotion de la paix et du développement durable. L'initiative prolonge l'expérience de 2007, conduite lors du premier forum en Inde, où une partie de football avait été organisé pour promouvoir d'autres formes d'échanges et de dialogue.

- **Le festival artistique et culturel de la Route de la Soie** sera animé par plusieurs artistes, membres de l'équipe du secrétariat indien de l'assemblée qui réaliseront des **performances** artistiques. Elles viseront à promouvoir les convergences et les points communs entre les différentes cultures. Il s'agira notamment de calligraphie, de danse, d'arts martiaux indiens et de peinture japonaise.
- Un **appel à contributions** est lancé pour recueillir des essais et des réflexions conceptuels portant sur les différentes thématiques de l'assemblée. Les meilleures contributions feront l'objet d'une valorisation spécifique.
- Au niveau de la présence et de la couverture des **médias**, une soixantaine de contacts ont confirmé leur participation à l'assemblée.
- Un **concours vidéo** est lancé autour des sujets liés aux thématiques de l'assemblée. Le concours sera lancé du 1er juin 2010 jusqu'à la mi-juillet 2010.
- **Trois assemblées locales** complémentaires auront lieu en Inde durant le mois de juillet. L'une en lien avec un réseau de **tribus indigènes** de la région de Karnataka (État fédéral de Bangalore). La seconde avec des **habitants de quartiers pauvres**. La troisième avec un **réseau de paysans et de producteurs**. Ces trois assemblées se feront dans l'esprit de nourrir les cinq thématiques de l'assemblée par d'autres apports. Ces cinq thèmes ne sont en effet pas figés et immuables, ils aspirent à **rencontrer les préoccupations des citoyens locaux**.
- Le **programme de l'assemblée** est conçu selon la formule « 9h-18h ». Le démarrage a lieu avec les activités du festival culturel (de 9h à 10h). Elles sont suivies de **panels et d'ateliers** (la liste est en cours de définition). Les panels proposent la présentation d'un conférencier puis un dialogue avec les participants. Ils porteront sur **quatre points**. 1. Rôle des religions 2. Rôle des médias et des journalistes 3. Rôle des partenariats intergénérationnels 4. Rôle des femmes. Un autre panel est à l'étude avec des **parlementaires** et des **jeunes fonctionnaires gouvernementaux,** ainsi que des personnalités de l'UNESCO et de UN-Habitat (des fonctionnaires de l'Indonésie, des Philippines et de l'Inde ont déjà confirmé leur participation à l'assemblée).
- **Après la tenue de l'assemblée**, une journée de travail sera prévue pour préparer la suite du processus avec les délégués coréens (25 délégués au total) dans la perspective du lancement du Forum Inde-Corée en 2010 et en association avec l'UNESCO. Quatre autres journées de rencontre seront consacrées au **Forum Chine-Inde-Japon-Corée** qui proposera une sorte de **processus itinérant d'apprentissage** se déroulant en Inde sur les sites de Ponditcherry et Chenley en présence de 40 délégués. Une conférence sur le thème du **développement durable** sera animée avec le parrainage du professeur Swaminathan, identifié comme le père de la révolution verte en Inde.

6.2 « Hui » et conférence de l'UICN en Océanie

« La diversité est source de fécondité […]
le lieu le plus fertile est celui où coexistent
le plus de dynamiques différentes.
Comme par exemple la zone de contact entre la
terre et la mer, la limite étant le point où la
croissance est la plus forte ».



- L'assemblée ou « **hui** » selon la cosmovision maori (le concept d'assemblée n'étant pas tellement familier dans la région) est prévue pour **octobre 2010** en Nouvelle-Zélande. Elle se fera dans la perspective de s'associer à la conférence régionale « **Sharing power** » organisée en **janvier 2011** par des communautés maoris et sous l'hospice de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). L'UICN est le seul groupe environnemental ayant un siège à l'ONU, elle promeut des questions et des valeurs en accord avec l'assemblée océanienne autour de la gouvernance intégrée, de la reconnaissance du savoir indigène, de la responsabilité et de l'environnement. A l'issue des premières discussions avec l'UICN, l'idée serait de **s'associer à la conférence régionale** et de bénéficier probablement **d'une journée de travail** le jour précédent de la conférence (afin de rebondir sur la mobilisation des participants et ne pas fragmenter les deux processus). Betsan Martin souhaitait attendre la réunion de coordinateurs de Paris pour confirmer le partenariat avec l'UICN. Elle vérifie à travers la vision de John Anugraha, de Ben Quinones et de Françoise Macé que s'unir à une autre organisation ne signifie pas nécessairement adhérer complètement à ses objectifs et à ses processus en perdant de sa propre autonomie. Il s'agit d'une **opportunité** pour **mettre en commun des ressources** et disposer de davantage de **pouvoir de convocation**.
- L'assemblée se déroulera sous la forme d'un **regroupement réduit en octobre 2010**, s'appuyant sur les travaux et les réseaux développés depuis quelques années autour de la charte des responsabilités humaines et de la gouvernance. Il visera à consolider les liens existants et à inclure de nouveaux acteurs comme des gouvernements locaux et probablement nationaux, sans mobiliser plus largement de nouveaux acteurs du Pacifique, sauf ceux vivant sur le sol néozélandais qui rendent possible le financement du transport dans le cadre des ressources disponibles. **L'élargissement est plutôt imaginé au moment de la conférence de janvier 2011**.
- **Sur le plan des méthodes**, l'accent est mis sur la **proximité**, la **rencontre personnalisée** et la **qualité des liens** établis avec les partenaires, l'ensemble étant envisagé comme le moyen de promouvoir une éthique de la responsabilité, d'engager activement les acteurs et de **s'adapter aux contextes de chacun**. Selon Betsan Martin, les outils de communication électroniques sont valables lorsqu'ils sont accompagnés d'échanges personnalisés et que des liens solides sont déjà créés. Le fait de **rassembler les gens durant trois journées est déjà délicat** vu que le temps doit être pris en dehors des activités professionnelles. La

rencontre de novembre 2009 avait duré trois jours et il n'avait pas été simple de maintenir ce format.

- **Deux principes d'organisation** sont établis. 1. **Rassembler des partenaires représentant la diversité territoriale et professionnelle** dans l'optique de confronter les idées. La priorité sera d'approfondir la complexité du processus, de renforcer l'engagement avec le secteur privé du fait de leur présence dans de nombreux domaines. 2. **Gérer la diversité, les contrastes et les conflits potentiels**. « Nous devons nous préparer à gérer les multiples points de vue réunis autour de la table et pouvant faire naître des conflits potentiels. Nous savons que certains acteurs ne participent pas car ils ne veulent pas entrer dans les conflits tant qu'il n'y a pas suffisamment de processus mis au service de leur régulation et de leur fécondité. **Les situations de diversité font sortir les gens de leur zone de confort et de certitude**. Des avocats, des scientifiques, des agents gouvernementaux et des artistes, n'ont pas forcément de langage commun et chacun doit se placer dans une position d'écoute et d'apprentissage qui va à l'encontre de la posture d'expert. Mais la diversité est aussi **source de fécondité**. Pour faire un parallèle entre les écosystèmes et les dynamiques sociales, le lieu le plus fertile est celui où coexistent le plus de dynamiques différentes, comme par exemple le point de contact entre la terre et la mer, la limite étant le point où la croissance est la plus forte » rappelle Betsan Martin.
- La rencontre de novembre 2009 avait été organisée sur un site où vivent des communautés maoris et à proximité d'une rivière exposée à de fortes pressions minières et agricoles. Les communautés ont été associées à la conception de la rencontre, mais il n'y avait pas eu de **contacts plus étroits** entre les communautés et les participants. Cet aspect pourra être ré-étudié à la lumière de l'expérience d'autres assemblées.

Françoise Macé - Il s'agit d'une **réelle opportunité** d'organiser la rencontre en lien la conférence de l'UICN. Même si l'autonomie est limitée, il est certainement possible de voir comment ils envisagent le dialogue et **d'apporter des éléments de méthode.** Il est en effet possible que le dialogue se déroule de façon plus horizontale et transversale y compris dans le cadre d'une conférence.

Même s'il n'y a pas de modèles uniques d'assemblée citoyenne, nous savons qu'elles ne sont **ni une conférence**, **ni un séminaire**, **ni un colloque**. Elles proposent une **organisation différente du dialogue**, qui se confronte à la difficulté des gens à se parler lorsqu'ils viennent de milieux très différents. Il serait intéressant d'approcher le concept d'assemblée auprès de l'UICN et de leur dire qu'il y a une dynamique engagée depuis longtemps en Océanie.

Ben Quinones – Une assemblée est en effet différente d'une conférence dont l'objet est de **rassembler des expertises** et où le dialogue n'est pas la priorité principale. Les assemblées **engagent les acteurs dans un dialogue**, en offrant un espace et une opportunité pour **entrer en réflexion** sur des questions communes et sur la construction d'une destinée. Il est important de revenir aux fondements des processus et de clarifier le concept par rapport aux autres. Le risque est de se perdre dans la multiplication des initiatives. En Asie, **il s'agit de créer une assemblée et non une pléthore d'activités**.

6.3 Dialogues citoyens de Valencia première assemblée en Méditerranée

« L'idée n'est pas de créer une communauté méditerranéenne d'experts, mais bien de nourrir les réflexions en mobilisant celles et ceux qui ont déjà élaboré une pensée sur la région. Plus largement l'assemblée veille à ne pas tomber dans des modèles institutionnels, vu la multitude des programmes politiques qui existent mais qui ne fonctionnent pas ».



- L'assemblée méditerranéenne se tiendra les **2, 3 et 4 juillet à Valencia en Espagne** autour du thème « **Dialogues méditerranéens : institutions et citoyenneté en méditerranée** ». Soixante dix participants sont attendus pour échanger autour des quatre agoras thématiques suivantes (au sein desquels figurent des sous questions). 1. **Penser l'espace méditerranéen**. 2. **La citoyenneté en méditerranée, droits et responsabilités**. 3. **La construction d'un espace durable de paix** : y a-t-il des conditionnalités préalables ? 4. **Les défis actuels et futurs en Méditerranée** : la responsabilité individuelle et collective des citoyens. **Trois journées** de travail sont prévues avec une session inaugurale et deux agoras animées simultanément sur les deux journées entières (les participants choisissent au préalable deux agoras). Le démarrage des agoras se fera avec une présentation institutionnelle et sera suivie de débats. Les présentateurs sont invités à mettre leur « casquette de citoyen » et à participer aux débats ce qui représente un réel défi selon Charles Kleinermann par rapport aux habitudes des personnalités officielles et des parlementaires.

- La rencontre a trois objectifs. 1. **Tenir tout d'abord l'assemblée** pour donner suite à la création des cercles et du conseil consultatif des membres. 2. **Mobiliser des acteurs** qui pourront ensuite construire des cercles dans leur contexte. Il s'agira de leur permettre de comprendre la démarche et surtout d'en **faire une première expérience**. 3. **Se faire connaître auprès des institutions euro-méditerranéennes** et des Ongs rencontrées depuis l'année 2009.

- La **sélection des institutions** s'est effectuée à partir des tournées et des prospections préalables auprès des institutions euro-méditerranéennes, en s'efforçant d'associer un grand nombre d'entre elles. Parmi les institutions invitées : la Ligue arabe, l'Union pour la Méditerranée, la Commission européenne, le Comité des régions et l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée. Les autres acteurs mobilisés sont constitués du comité consultatif de l'assemblée et des cercles de citoyens déjà lancés. **Des étudiants et des jeunes** ont été associés, à travers la mobilisation d'associations étudiantes, afin de leur permettre de nourrir l'assemblée de leur vision du monde et de leur rapport différent à l'organisation et aux méthodes de travail. La parité homme-femme n'a pas été si facile à atteindre parmi les participants.

- Une **sélection de textes de références** liés aux axes de l'assemblée a été réalisée, en mettant l'accent sur ceux qui ont été écrits par certains participants eux-mêmes. « L'idée n'est pas de créer une communauté méditerranéenne d'experts, mais bien de nourrir les réflexions en mobilisant celles et ceux qui ont déjà élaboré une pensée sur la région. Plus largement l'assemblée veille à ne pas tomber dans des modèles institutionnels, vu la multitude des programmes politiques qui existent mais qui ne fonctionnent pas » souligne Françoise Macé.
- La façon de **créer de la convivialité est une méthode à part entière** de l'assemblée. Elle se révèle **essentielle** car il s'agit d'un élément méthodologique qui différencie le processus des autres séminaires et conférences, cela d'autant plus que la plupart des participants ne se connaissent pas et que l'initiative est toute neuve. Comment trouver des éléments concrets pour **créer des liens amicaux** autrement qu'avec un microphone, par exemple autour d'un repas avec des produits du terroir, d'une danse ou d'une visite de terrain ?
- Les **suites de la rencontre** seront consacrées à dresser le bilan de cette première expérience et à l'ouverture des cercles de citoyens au Maroc et en Égypte. L'objectif est d'arriver à lancer une **dizaine de cercles** pour la fin 2010 et de concevoir une **nouvelle assemblée en 2011**.

6.4 L'Assemblée régionale de citoyens d'Iquique – Cône Sud

« Le déplacement des participants jusqu'à Iquique se fera sous la forme de caravanes en bus qui parcourront symboliquement les dimensions géographiques, historiques et sociales de la Bolivie, de l'Argentine, du Chili et du Pérou et incarneront cette dynamique citoyenne en construction. Les invités internationaux font partie d'une caravane internationale à part entière ».



- L'assemblée aura lieu **les 5, 6 et 7 novembre 2010 dans la ville** d'Iquique au Chili. Elle se fonde sur quatre piliers. 1. **Constituer un nouveau point de départ** pour lancer des initiative citoyennes et tisser des liens. 2. **Créer une opportunité** pour générer une prise de conscience et établir des nouvelles valeurs politiques, culturelles et éthiques. 3. **Marquer une avancée dans la mise en place organique de l'assemblée** dans la région, en fonction de la volonté et des apports des participants. 4. **S'enraciner dans un contexte local** en favorisant une co-construction avec la communauté locale plutôt que la réception

passive d'un projet externe. L'assemblée comptera environ **200 participants**.

- Sa **méthode** s'appuie sur le déplacement des participants jusqu'à Iquique sous la forme de **caravanes en bus** (inspirée des caravanes africaines du Sahel-Sahara) qui parcourront symboliquement les dimensions géographiques, historiques et sociales de la Bolivie, de l'Argentine, du Chili et du Pérou et incarneront cette dynamique citoyenne en construction. Les **invités internationaux** font partie d'une « caravane internationale » à part entière. **Quatre bus convergeront vers Iquique** au Nord du Chili en reliant différentes villes à l'intérieur de chaque pays pour rallier les délégations et réaliser leurs propres activités durant les déplacements.

- La **cité d'Iquique** est une ville portuaire de 300 000 habitants, située dans une zone de frontière et de métissage. Elle fait partie d'une zone de frontière naturelle tout d'abord puisqu'elle est littéralement située entre le désert et la mer. Elle est d'autre part à l'intersection de frontières politiques du fait qu'elle soit très proche des frontières du Chili, de l'Argentine et de la Bolivie. La ville fait dans ce sens figure d'une **oasis dans le désert.** C'est aussi **l'une des villes les plus cosmopolites du Chili**. Elle héberge des communautés indiennes, chinoises, boliviennes et péruviennes et des **populations métissées** avec les communautés indigènes installées il y a plus de 5000 ans. Elle a vu naître des mouvements sociaux, des mouvements ouvriers, des organisations syndicales et les premiers journaux et idées progressistes liés à son activité minière. Les ouvriers qui y émigraient depuis les quatre pays frontaliers revendiquaient des droits citoyens et économiques. Ces revendications ont débouché sur une **grève historique** des ouvriers de l'industrie du salpêtre et du **massacre de l'école Santa Maria** où 3500 travailleurs ont été tués sous l'ordre du gouvernement de l'époque. L'assemblée d'Iquique souhaite **reprendre ces faits historiques et symboliques** pour enraciner les débats et se projeter dans le futur avec les participants. Un **parrainage du tissu social** de la ville d'Iquique a été sollicité il y a environ un an à partir d'une série de rencontres in situ. Plusieurs organisations ont confirmé leur appui : le Centre unitaire des travailleurs, le syndicat du commerce, de la santé et des emplois publiques, le groupement des familles de victimes de la dictature de Pinochet, les survivants du camp de concentration de Pisagua, l'association de consommateurs, une association de jeunes et une fédération universitaire. Ces parrainages concrétisent le souhait de visibilité et de **mise en place préalable de l'assemblée avec les forces vives du lieu**.

- **Huit thématiques de travail** sont retenues : 1. Droits de l'homme. 2. Culture. 3. Femmes. 4. Migrants et migrations. 5. Médias de communication. 6. Écologie populaire. 7. Peuples et Nations originaires 8. Intégration, pouvoir constituant et Bicentenaires. Le thème 7 est proposé avec des **activités complémentaires**, notamment avec une **célébration** qui se fera en lien avec la mer vue comme un espace de rencontre entre les peuples. La Bolivie a entrepris un énorme processus de refondation sociale, politique et culturelle, à travers une assemblée constituante qui a conduit à renouveler radicalement la Constitution bolivienne en reconnaissant des droits à la nature (il s'agit du second dispositif légal à reconnaître ce droit en Amérique Latine avec l'Équateur). L'accès à la mer pour la Bolivie est envisagé comme un sujet d'amitié entre les peuples (la délégation bolivienne de 45 personnes sera logée à 30 mètres du bord de mer). Une **manifestation de clôture** des trois jours de rencontre se fera à l'école Santa Maria en incluant un hommage à Carlos Liberona (peinture murale) qui avait impulsé le processus d'assemblée.
  Les délégations seront amenées dans les anciens bureaux de l'industrie du salpêtre afin de favoriser une **immersion dans le lieu** et illustrer l'enjeu des modèles productifs dans la construction de la paix et des liens avec la biosphère. Le thème des droits de l'homme (thème 1) sera abordé à l'intérieur d'un **ancien camp de concentration** du régime de

Pinochet, située dans la localité côtière de Pisagua. Il aura lieu précisément dans le théâtre municipal en présence des survivants de ce camp.

- La **composition des délégations** doit répondre à **la plus large diversité possible de milieux socioprofessionnels pouvant contribuer aux débats sur les huit thématiques définies**. Les participants ont l'occasion de suggérer des invités dans les autres pays du Cône Sud en complément de la sélection faite par les équipes nationales de coordination de l'assemblée. Le **scénario logistique** a été imaginé suivant une ligne minimale au regard des fonds disponibles actuellement.
- Un **nouveau partenariat** sera construit entre des **associations de combattants antifascistes** du Chili et l'Association française des Glières présidée par le général Bachelet (ayant été en mission en Yougoslavie pour l'ONU) qui regroupe des résistants de l'occupation nazie en France. Une délégation française se rendra à Iquique en novembre 2010. Ces liens veulent promouvoir la **haute valeur éthique** de ce qui a inspiré les résistants à s'opposer à un régime d'oppression et établir une nouvelle **force de dialogue** avec les corps militaires. La rencontre aura lieu à Iquique si les organisations locales confirment leur accord pour dialoguer avec les forces armées (au Chili l'armée est le plus souvent réticente au dialogue avec la société civile, ce qui n'est pas le cas en Bolivie et en Argentine).

6.5 Sahel-Sahara : des caravanes citoyennes à l'assemblée d'Ayoun

« Des mini-assemblées s'organiseront lors des passages des caravanes dans les localités pour aller à la rencontre des habitants et des citoyens, se faire porteur des idées de l'assemblée et des questions qui ont émergé lors des premières caravanes itinérantes de 2009 ».



- L'assemblée est prévue **les 5, 6 et 7 octobre 2010** dans la ville mauritanienne d'Ayoun-el-Atrous (عيون العتروس) située à l'intersection des communautés du Sahel Sahara et intégrée au territoire mauritanien en juillet 1944. Les coutumes et les modes de vie sont très proches de celles des communautés noires maliennes. La date de l'assemblée suit juste la période religieuse du Ramadan et de la saison des pluies.

L'assemblée s'insère dans un processus qui vise à **bâtir les citoyens** des années 2025-2050, en se basant sur des valeurs communes et en permettant aux **jeunes d'être associés** dès aujourd'hui. Mamadou Niang souligne que « le système d'éducation est dans l'impasse. Il

n'offre pas de débouchés sur le marché de l'emploi, ni d'adéquation avec les réalités locales, d'où l'importance d'associer les jeunes et d'aborder la thématique de l'éducation ».

- Les **délégations se rendront à Ayoun en formant des caravanes de bus** depuis le Nord du **Sénégal** et les villes frontalières de Saint-Louis, Podor, Bakel, Matam et Kanel situées sur les rives du fleuve Sénégal. Les délégations sénégalaises en provenance de Podor et Saint Louis se retrouveront à Rosso au Sénégal pour rejoindre les délégués mauritaniens et continuer la route jusqu'à Ayoun. Une autre caravane partira du côté ex-centré de la **Mauritanie**, de Nouakchott et d'autres régions limitrophes, en suivant l'itinéraire de la route de l'Espoir. **Dans le Nord du Mali**, les secteurs mobilisés seront ceux de Kayes, de Gao, de Tombouctou et de Mopti. Les transports du Mali à la Mauritanie sont rendus délicats récemment suite à un différend diplomatique entre les deux États (le Mali a récemment négocié un échange d'otages avec une branche d'Al-Qaida implantée au Maghreb). Les passagers venant du Mali devront s'arrêter à la frontière et prendre un bus mauritanien. Des **mini-assemblées s'organiseront lors des passages dans les localités** pour aller à la rencontre des habitants et des citoyens, se faire porteur des idées de l'assemblée et des questions qui ont émergé lors des premières caravanes itinérantes de 2009.

- Les **participants** comportent des administrateurs civils, des enseignants, des journalistes de radio et de télévision et des étudiants. Certains référents et spécialistes seront invités pour **stimuler les réflexions thématiques**, comme par exemple l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal autour des problématiques hydrauliques et naturelles et ENDA Tiers Monde. Les **personnes ressources**, qui avaient été identifiées lors des caravanes itinérantes, participeront également et seront sollicitées pour **produire des documents** qui serviront également à la poursuite du processus.

- **Six thématiques** ont émergé : 1. **Démocratie, gouvernance et responsabilité citoyenne** (le thème est transversal à l'ensemble des acteurs). 2. **Énergies renouvelables, développement durable** et impact sur l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage. 3. **Femmes**, autonomie et accès aux crédits et au foncier. 4. **Jeunes sahel-sahariens**, éducation adaptée aux contextes locaux et pourvoyeuse d'emplois décents. 5. Transformations sociales et **rôles des guides spirituels et des écoles religieuses** dans le développement des cités et la cohabitation des populations. Les religions ont implanté beaucoup d'écoles qui ont joué un rôle de formation interculturelle, en agissant sur les comportements et les modes de vie en évitant l'endoctrinement. Ces écoles sont en train de se moderniser avec l'apprentissage du français, de l'anglais et des sciences. 6. **Communication traditionnelle et oralité comme facteur d'intégration régionale** et de revalorisation des patrimoines communs. Une grande partie du patrimoine culturel, social et historique n'est pas conservée sous forme écrite, ce qui donne aux communicateurs traditionnels un rôle de conservation et de transmission de la mémoire via l'oralité.

- Le **déroulement et la méthodologie s'organise** autour d'une **séance plénière d'ouverture** qui sera suivie **d'ateliers.** L'ensemble sera organisé sous une tente saharienne, forme d'habitat local où se déroulent habituellement les causeries. Les gens pourront s'y sentir proches et se côtoyer dans un climat convivial. Des soirées culturelles (avec la participation de groupes musicaux traditionnels de la région) et le diner seront également prévus sous la tente. Les participants rencontrés durant les premières caravanes sont sollicités en amont de l'assemblée d'Ayoun afin de **faire remonter des propositions et des questions transversales** aux sept thématiques identifiées.

6.6 Mali : de l'étape locale aux étapes régionales et nationales de l'assemblée

« Le nombre de participants n'est pas une priorité au regard de notre méthodologie. L'accent est mis avant tout sur la discussion autour des axes d'exploration, sur le choix des délégués, sur le reflet des réalités locales à travers les délégués mobilisés ».



- Le processus de l'assemblée malienne se déroule en quatre phases: 1. La **phase locale**. 2. La **phase régionale** incluant une dimension thématique et « multi-institutionnelle ». 3. La **phase nationale** comprenant une dimension thématique, socioprofessionnelle, linguistique et géoculturelle. 4. La **phase de restitution** au cours de laquelle tout ce qui aura été produit sera restitué et éventuellement remis en débat.
  Le processus est à ce jour **en cours de finalisation de la phase locale**. Sa dernière étape sera menée du 25 mai au 13 juin 2010 dans les régions de Gao, Mopti, Tombouctou et Kidal situées au nord du Mali (zone actuelle de conflit au Mali).

- Le **mécanisme d'assemblée locale** repose sur le **niveau communal** et le **cercle** qui constitue un échantillonnage de deux communes. Trente délégués par commune, comprenant dix femmes, dix hommes et dix jeunes, sont mobilisés. Le réseau du **Centre Djoliba** aide à sélectionner les délégués **en fonction des dynamiques locales** et avec l'appui des autorités municipales, des autorités religieuses et coutumières et des Ongs nationales et internationales. Chaque assemblée locale se déroule durant **une journée** avec une **séance plénière et des ateliers**. L'équipe d'animation présente le processus général durant la séance plénière. Il y a d'abord un tour de table collectif pour discuter des apports possible selon les quatre axes de questionnement (valeurs, défis, engagements et propositions). Après une pause, les délégués se retrouvent en **trois ateliers** regroupant séparément les hommes, les femmes et les jeunes. Chaque groupe approfondit ainsi les axes un à un, puis les travaux des ateliers sont restitués et **mis en commun en plénière**. « La répartition en ateliers permet de faire avancer les débats en **libérant la parole des participants** qui estiment parfois devoir respecter la parole du patriarche ou des ainés. Le nombre de participants n'est pas une priorité au regard de notre méthodologie. L'accent est mis avant tout sur la discussion autour des axes de questionnement, sur le choix des délégués, sur le reflet des réalités locales à travers les délégués mobilisés » souligne Ambroise Dakouo. Chaque groupe d'ateliers désigne ensuite un délégué, soit trois délégués par commune, qui se retrouveront lors de l'assemblée de cercle. Des experts référents sont également associés sur les thématiques émergentes pour **aider à approfondir les réflexions**.

- Une **analyse transversale approfondie** marquera la fin de l'étape locale à la fin juillet 2010. Cette analyse permettra d'ajuster la phase régionale dont la méthodologie n'est pas

encore esquissée définitivement afin de **permettre des adaptations** au processus. Les liens établis au nord du Mali peuvent être partagés avec la démarche de l'assemblée sahel-saharienne qui prévoie de se déployer dans cette région. Cela pourra donner lieu éventuellement à une mission d'appui spécifique de la coordination de l'assemblée malienne. Il sera aussi envisageable de **mettre en commun les méthodologies et thématiques** entre les deux processus.

7. Contribution à une nouvelle étape de construction des responsabilités humaines

Une **nouvelle étape** est en train de se construire autour de la **Charte des responsabilités humaines et de la promotion d'une éthique de la responsabilité** au sein de la FPH. Edith Sizoo retrace ici les grandes lignes de ce travail mené avec un réseau de partenaires mobilisés depuis une quinzaine d'années (dans lequel John Anugraha, Betsan Martin, Ben Quinones et Ricardo Jimenez se sont impliqués). Elle présente ensuite les **nouvelles perspectives envisagées**. La question posée à travers sa présence est de savoir comment les processus d'assemblées citoyennes peuvent **participer et s'enrichir de cette nouvelle démarche autour de l'éthique et de la responsabilité**.

Edith Sizoo - Mon parcours avec la fondation Mayer remonte à une vingtaine d'années, à l'époque où je coordonnais le réseau Cultures et développement. J'ai eu l'occasion de vivre en Asie, en Afrique, en Amérique Latine et j'ai toujours été confrontée à différentes cultures et à de multiples façons de concevoir et de percevoir le monde et le vivre ensemble. L'apprentissage des langues m'a aussi confronté au fait **qu'un langage exprime sa culture**. Comme sociolinguiste et anthropologue, j'ai souvent essayé de voir quelles étaient les éléments communs qui se dégageaient au-delà de toute la diversité et des différences culturelles. Qu'est-ce qui nous fait nous mettre en mouvement ensemble ? Qu'est-ce qui nous fait entrer en conflit ou mieux vivre en communauté ? De proche en proche, j'en suis venu à m'interroger sur les bases communes nécessaires pour construire un monde plus vivable. Dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire, nous avions discuté très largement de ces différences d'approche autour de la pauvreté, de l'économie, de la gestion de l'eau, de la gouvernance...etc. Nous avions constaté que les discussions portaient surtout sur des phénomènes de crise de l'environnement, de la gouvernance, de la finance et qu'il y avait au fond des éléments sous-jacents nous renvoyant à une **crise des valeurs**. Or il ne s'agissait pas seulement de l'impact généralisé de la modernisation sur la sociétés en terme de cloisonnement et de fragmentation. Il était aussi question de **l'absence d'un socle éthique commun de valeurs**, capable de nous dire jusqu'où nous pouvions aller et les limites à ne pas dépasser (dans le domaine des technologies, du clonage du vivant par exemple). Un

manque de valeur implique inévitablement un manque d'auto-limitation. L'éthique, ce n'est pas une substance située au-dessus des choses mais au contraire un **soubassement commun** qui détermine l'élaboration des choix et des actions à entreprendre et à ne pas entreprendre.

L'éthique et les valeurs peuvent encore se rapporter à quelque chose de vague ou d'irréaliste, alors que finalement, lorsqu'on les traduit sous la forme de questions simples, ce n'est plus vague du tout. Prenez la crise économique et financière actuelle. Même les directeurs de banque parlent de responsabilité ! Barack Obama a déclaré dans un de ses discours : « nous devons transformer une culture d'avidité en une culture de responsabilité ». Beaucoup répètent la notion de responsabilité dans leur discours et leur annonce politique ambitieuse. Mais personne n'explicite jamais **qui est responsable de quoi et qui est redevable de quoi et à l'égard de qui**. Dans ce cas, les choses deviennent très concrètes. Les *traders* par exemple ne rendent des comptes simplement qu'à eux-mêmes, non à ceux qui leur ont confié leur épargne, et non plus à leur directeur ou responsable d'ailleurs. C'est le système qui est désigné comme responsable. Donc il n'y pas de limites et d'auto-limitations parce qu'on ne définit pas explicitement qui est responsable de quoi.

Du côté de la société civile, la question des droits a toujours été mise sur le devant de la scène. C'est tout à fait légitime. Mais ce n'est pas suffisant de réclamer des droits et de demander aux autres d'être responsables de la résolution des problèmes lorsque les capacités de chacun sont limitées. Tant qu'il n'y a pas de **reconsidération de la nature des responsabilités** au niveau personnel et au niveau collectif, on ne peut pas sortir des modes d'approche classiques qui font également partie du problème. Ma question est de savoir ce qui fait la différence entre les assemblées citoyennes avec le travail fantastique qui a été impulsé par les Ong dans le passé ? Pendant très longtemps, les Ong ont eu tendance à se croire forcément « bonnes » et à bannir les politiciens et les multinationales, conception fausse et réductrice qui les a cantonné dans la réclamation des droits.

La société civile doit aussi **repenser ce que chacun est en mesure et en devoir de faire**. Un des exemples significatifs, c'est celui des programmes éducatifs des ministères de l'éducation et de l'environnement du Brésil (une des coordinatrices, Rachel Trajber, est impliquée dans le réseau de promotion de la charte des responsabilités humaines). L'un des programmes visait à informer les écoles sur les problèmes environnementaux. Les jeunes étudiants connaissaient très bien la nature et l'ampleur des situations environnementales, mais le programme a eu l'effet de créer un sentiment d'impuissance chez les jeunes. Ces derniers avaient tellement étudié la gravité des crises que la fatalité semblait s'être installée pour de bon. Un changement de regard a ensuite été proposé en suggérant d'aborder les responsabilités des différents acteurs sur les problématiques en jeu, notamment dans le cadre de la **Conférence des jeunes sur l'environnement du Brésil « Prenons soin du Brésil »**. Le président Lula a été ému aux larmes en lisant la charte de responsabilités rédigée par les 600 jeunes brésiliens. Il a déclaré: « durant les quatre ans de mon mandat, j'ai reçu de nombreuses délégations syndicales venant de tous le pays. Mais c'est la première fois que je reçois une délégation me présentant ses propres engagements pour le Brésil. Et ce sont vous, des jeunes, qui l'avez fait. Le Brésil ne sera plus jamais comme avant ». Le **changement d'approche a conditionné l'atmosphère du processus**. Début juin 2010, se clôturera le même processus à Brasilia, conduit cette fois-ci avec des délégués de 12 à 15 ans provenant d'une soixantaine de pays du monde. La **charte internationale des jeunes** sera structurée en trois volets : un premier volet de **principes**, énonçant des principes de responsabilité. Un

second volet **d'actions**, où ces principes seront traduits en action, dans l'idée de préciser les actions nécessaires pour que tel ou tel principe soit appliqués et respectés. Un troisième volet **d'engagements**, dans lesquels est exprimé qui est responsable de quoi et comment chacun doit rendre compte de ses engagements.

L'éthique et la responsabilité, loin d'être des choses abstraites, sont un **substrat faisant tenir ensemble les diversités**. La fondation Charles Léopold Mayer cherche à construire une cohérence sur le plan de l'éthique et de la responsabilité dans ses différentes initiatives. Lors de l'Assemblée mondiale de citoyens de Lille de 2001, nous avions présenté le projet d'une charte des responsabilités humaines. Depuis lors, elle a été traduite en vingt-cinq langues, déclinée dans différents contextes culturels et mise en débat sous la forme d'un document d'appel dans une vingtaine de pays. **Une expérience s'est construite autour de cette charte**. Elle a été confrontée parfois à des résistances qui sont d'ailleurs plus fortes dans le monde occidental qu'en Asie et en Afrique. L'idée que la déclaration universelle des droits de l'homme doit être équilibrée par une autre déclaration sur les responsabilités humaines recueille l'approbation des gens. De fait, **d'autres groupes et initiatives ont pensé et produit des chartes** liés à la notion de responsabilité. On sait que le XXI^{ème} siècle pose des défis qui ne peuvent pas être abordés seulement à partir des droits. Ne peut-on pas aujourd'hui imaginer un **nouveau texte international de référence** qui pourrait pointer les principes de responsabilité faisant sens sur la scène internationale ? Il faut être conscient que la déclaration universelle des droits de l'homme n'est seulement qu'une déclaration. Elle n'est ni un traité, ni une convention. Comme le mentionne son préambule, elle se présente comme une déclaration d'intention... qui n'empêche pas que les violations des droits humains continuent. Pourtant ce texte de référence existe et il a été extrêmement utile. Quand on pense au dernier sommet du G20 à Londres où a été discuté la crise financière, les responsables politiques après avoir défendu leur cadre national se sont-ils référés à un texte de référence proposant des responsabilités globales ?

L'idée est de **continuer à travailler sur cette nécessité de contre-balancer les droits par une éthique**, **des principes et des cultures de la responsabilité**. Pour aller vers la construction de ce nouveau texte, le projet est de demander à présent aux vingt-cinq réseaux socioprofessionnels de réfléchir à ce que signifie concrètement la notion de responsabilité et les principes de responsabilité, de croiser leurs réflexions et de produire un document que nous appellerons « **Réflexions pour agir** ». Ces réseaux travaillent par exemple sur la gouvernance environnementale, l'éducation des jeunes, l'économie solidaire, la formation universitaire, les sciences et la démocratie, les militaires, les droits de l'homme et les responsabilités, l'organisation communautaire, l'édition indépendante, l'éthique et les entreprises, les journalistes...etc. En 2012, une conférence inviterait ces réseaux et d'autres contributions à mettre en commun leurs travaux et à bâtir la suite du processus. Il y aurait des acteurs régionaux sans exclure la possibilité d'associer des entreprises, des représentants gouvernementaux et des institutions (par exemple l'université des Nations-Unies de Tokyo qui m'a proposé d'animer un atelier avec les représentants japonais de l'ONU).

L'important est de mettre davantage l'accent sur le **processus** que sur le résultat, sur les **discussions et les réflexions qui conduiront à l'élaboration d'une charte**. Un peu comme ce poème sur le voyage et l'île d'Ithaque qui dit : « *Lorsque tu mettras le cap sur Ithaque, fais de sorte que ton voyage soit long, n'écourte pas la durée du voyage […] Il vaut mieux que cela prenne des longues années et que déjà vieux tu atteignes l'île [...] riche de tout ce que tu as acquis sur ton parcours* ».

7.1 Élaboration de chartes éthiques, liens entre assemblées et perspectives d'avenir (discussion)

Gustavo Marin - L'idée est donc que les citoyens, à travers les assemblées citoyennes, rédigent leur **propre charte éthique ou leur manifeste**. L'opportunité nous est donnée de s'appuyer et de s'entraider autour ce nouveau projet sur l'éthique et la responsabilité. Un des résultats des rencontres du deuxième semestre pourrait être de réaliser une **analyse transversale des textes de base** que les assemblées vont produire (la charte de citoyens du Cône Sud, de l'Asie, du Sahel-Sahara, de la Méditerranée, de l'Océanie...), à condition que la rédaction de ces textes ne soient pas de « dernière minute », c'est à dire qu'ils soient **inscrits dans la méthode des assemblées**. Les chartes, s'il est décidé de les appeler « chartes », seraient des premiers éléments de documentation et constitueraient une des traces écrites des processus.

Le second aspect, ce sont les **traces visuelles**. A vous d'imaginer une forme, des langues et des couleurs inspirées des vôtres qui puissent promouvoir les processus, avec notre appui et celui de François Soulard.

Le troisième aspect est que nous devrions, dans les six prochains mois, et au-delà en 2011-2012, **faciliter les échanges** entre vous et d'autres partenaires qui n'ont pas pu venir sous la forme de voyages intercontinentaux. A terme nous devrions compter sur une **centaine de facilitateurs** et pas seulement dix ou vingt pour porter le projet durablement. On peut imaginer que trois ou quatre délégués - en prenant garde à la parité et à l'équilibre intergénérationnel, se rendent en Asie, en Méditerranée, en Océanie et en Afrique.

Ambroise Dakouo – Pour revenir sur l'importance des itinéraires, j'insiste sur le fait que l'assemblée malienne est bien vécue comme un **processus**. Les Ong travaillent le plus souvent selon une logique de projet, avec un budget et un calendrier établis. Dans le processus malien, des missions locales ont eu lieu dans différentes communes pour d'abord mettre en débat le projet. La **cheville ouvrière** de l'assemblée en facilite l'animation et la logistique. Le défi à l'horizon 2020 est que les citoyens eux-mêmes s'organisent, que **le processus soit installé dans le temps** et qu'il devienne en quelque sorte un réflexe d'échange multiacteur au niveau des communes, se prolongeant à l'échelon national et se connectant à des mouvements citoyens.

Cela me paraît très pertinent de réfléchir à une charte qui constituerait une sorte de **carte d'identité** des différentes assemblées, de leur processus, de leurs objectifs puis d'en réaliser une analyse croisée pour faire ressortir les propos communs exprimée par les populations. Il faut que la charte reflètent les valeurs des personnes qui ont participé. C'est à partir de cela qu'on pourra la concevoir. Un listing ou un inventaire de responsabilités me paraissent dangereux car on a automatiquement tendance à apporter des réponses immédiates et à négliger les nouvelles modalités de réponse aux défis. Or il ne s'agit pas de doléances, mais bien de **l'invention de nouvelles modalités de réponse**. Les problèmes et les défis seront toujours évolutifs en fonction du milieu.

Ben Quinones – Les financeurs ont traduit un paradigme basé sur les droits qui met les citoyens en dépendance de l'accès aux ressources et du pouvoir. Les Ong parlent d'ailleurs d'« **empowerment** » pour évoquer ce dont nous discutons dans le paradigme de la responsabilité. De mon point de vue, la responsabilité signifie **engagement**. Nous n'avons pas forcément besoin d'insérer l'élaboration d'une charte formelle. En faisant l'inventaire des problèmes identifiés par les partenaires et des ressources nécessaires, on peut ensuite passer à la question de comment avancer pour les résoudre.

Charles Kleinermann – Il faut éviter de faire entrer les assemblées en concurrence avec les Ong qui se défendent très souvent chacun dans leur coin. Il me paraît intéressant d'avoir un site de type « Citizens for Europe » pour l'Afrique, l'Asie, la Méditerranée...etc, offrant un espace pour partager les informations et les expériences. Par rapport à la citoyenneté, le fil directeur est entre les droits et les devoirs. Il y a une **manque de responsabilité individuelle et collective** qui doit être mis au centre de la gouvernance.

Mamadou Niang – Je crois qu'il faut d'abord essayer d'avoir **un engagement pour un autre modèle de compréhension**, et de voir comment traduire ce modèle en action. J'espère que les citoyens du monde en 2021 ne seront pas soumis et qu'ils souhaiteront anticiper leurs choix. La nouvelle configuration de la citoyenneté doit intégrer cela. La déclaration universelle des droits de l'homme n'a pas eu effectivement de caractère contraignant. Elle sert à créer de la bonne conscience. Il faut **cultiver et stimuler beaucoup d'engagements**, faire en sorte que les générations s'en approprient et qu'elles reconfigurent la gouvernance mondiale.

Ricardo Jimenez – Des faits inédits ont lieu et l'humanité met du temps à en prendre conscience, comme s'il lui était difficile de comprendre ce qui est en marche. Pour la première fois en deux mille ans d'histoire humaine, un document constitutionnel reconnaît des **droits à la nature**. Des sanctions pourront être appliquées dans le cadre de lois qui font actuellement l'objet de débat en Équateur et en Bolivie. Mais tout se passe comme si tout cela était sans importance. Or il s'est peut-être passé la même chose pour les droits de l'homme. Les **changements prennent du temps**. Cela me renvoie à **l'anecdote historique** de Francisco de Miranda, une sorte de Che Guevara du XVIII^{ème} siècle - le seul latino-américain dont le nom soit gravé sur l'Arc de Triomphe. Alors même qu'il était en plein combat avec la flotte coloniale du Vénézuela, six-sept ans avant la date des Indépendances, celui-ci avait demandé l'affichage d'un l'appel à l'indépendance sur toutes les maisons de la ville portuaire où avait lieu le combat. L'un de ses soldats lui a demandé : « pourquoi afficher cet appel si les gens ne savent ni lire ni écrire ? ». Miranda répond : « l'Histoire elle le sait ». Il avait raison, l'indépendance était une nécessité et une réponse à une crise de la gouvernance sur le continent. **L'exercice d'écrire ces chartes n'est pas une donnée mineure**, le chemin et la tentative en valent la peine. Nous devons faire cet exercice. **La qualité de la réflexion dépendra de la qualité du processus collectif**. L'assemblée se propose de collecter la parole des indigènes, des migrants, des femmes, des jeunes... tous ces acteurs exprimeront ce dont ils ont besoin. C'est justement le propos de l'assemblée d'y donner une forme.

Betsan Martin – La **déclaration universelle des droits des peuples indigènes** est également un modèle intéressant qui pourrait être utile pour trouver des idées. Je ne crois pas qu'une charte puisse constituer un but en soi pour notre dynamique, mais elle peut rassembler des éléments afin de renouveler le vivre ensemble avec le peuple maori.

John Anugraha – Cela demande du temps d'élaborer des chartes. Elles sont attrayantes, mais **l'essence des débats peut être facilement perdue en chemin**. Les ateliers de l'assemblée asiatique seront conçus pour imaginer des solutions et des alternatives. L'approche des assemblées est interdisciplinaire, c'est particulièrement le cas en Asie. Si l'on prend l'économie par exemple, on parle en même temps d'éthique, d'écologie et d'égalité. Tous ces points sont **inter-reliés**. Il faut que nous **gardions cette approche interdisciplinaire** en évitant de se focaliser sur un ou deux thèmes seulement. Le thème de l'éducation par exemple se dégage des assemblées de l'Asie, de l'Afrique et du Cône Sud.

8. Annexes

8.1 Invitation et programme

La première journée a deux phases : une **redécouverte et une mise à niveau**. La seconde journée a également deux phases : les **actualités et les perspectives**, comment aller au-delà de 2010 ?

- 1. On commencera par une introduction, brève, où nous reprenons **le cadre global de l'idée des Assemblées citoyennes**. Il s'agit de donner du relief à la signification historique de cette idée, à sa place et à son importance dans le contexte actuel de mondialisation. Deux ans seulement sont passés depuis notre réunion fondatrice de juin 2008, mais le monde a continué à changer depuis, et comment! La crise financière et économique s'est déchaînée juste après la réunion de juin 2008 et l'idée des Assemblées citoyennes redouble sa pertinence. Heureusement nous avons cheminé de manière plus solide, plus articulée depuis, mais nous sommes encore qu'au début de l'aventure. Les 5-10 prochaines années seront décisives.
- 2. On continue par **une mise à jour mutuelle**, pour nous raconter ce que nous avons fait depuis deux ans. Les avancées, les difficultés, les apprentissages. Il faut se donner le temps de l'écoute mutuelle, de l'échange. Il faut arriver à dépasser une modalité où un rapport sera suivi d'un autre, pour que chaque présentation soit l'occasion d'échange riche. Il faut permettre, avec le même temps imparti, les échanges-questions-réponses après les interventions pour redynamiser, approfondir, associer ceux qui auront d'autres points de vue.
- 3. Le deuxième jour, on passera en revue **les travaux de préparation des rencontres du deuxième semestre 2010**. Nous savons bien que les préparatifs n'en sont pas au même niveau pour toutes les assemblées, certains sont loin des dates mais ont des feuilles de route très précises.
- 4. Les suites : comment aller au-delà de 2010 ? Il faudrait arriver à tenir les deux premières phases dans la première journée. Ce sera laborieux, mais si nous débordons vers le deuxième jour on risque d'être pris par le temps. Si on commence mardi 11 mai à 9h15 le tour de présentations puis l'introduction, avec un premier échange, nous ne devrions pas dépasser 11h.

Ensuite, après une brève pause, on avancera avec les rapports par Assemblée:

- **Asie**
- **Sahel-Sahara** y compris **Mali**
- **Cône Sud**
- **Méditerranée**
- **Océanie**

- **Europe**
- **Suivi transversal**

Comment répartir le temps pour sept présentations entre 11h15 et 18h? sachant que nous devons déjeuner et faire des pauses comme de bons êtres humains naturellement ? Voici une proposition:

- 11h15 - 12h Asie
- 12h - 12h45 Sahel - Sahara
- Déjeuner et pause jusqu'à 14h15
- 14h15 - 15h Cône Sud
- 15h - 15h45 Méditerranée
- Pause jusqu'à 16h
- 16h - 16h30 Océanie
- 16h30 - 17h Europe
- 17h – 17h30 Suivi transversal
- 17h30 – 18h, échange collectif. Tour rapide (et fatigué) pour tirer les premiers enseignements communs.

C'est un peu du flux tendu, mais si chaque présentation prend 20 minutes, ça laisse 25 minutes pour l'échange sur chaque assemblée citoyenne. On fera des petites pauses de flux détendus aussi.

Le lendemain, mercredi 12, on devrait arriver à parcourir les deux phases suivantes. Pour cela il faut commencer par un rappel de la mise en commun de la veille. On fera cette mise en commun entre 9h15 et 10h15. La nuit nous donnera le repos pour tirer les enseignements vers le haut. Ensuite de 10h15 jusqu'au déjeuner à 12h45, on passe en revue les travaux de préparation des quatre Assemblées en cours, notamment Asie, Sahel-Sahara, Cône Sud, Océanie. L'équipe de la Méditerranée prépare également une rencontre en juillet. Cette séance sera aussi très dynamique et on verra si on fait une pause. On a 2h30. On peut consacrer 30 minutes à l'Asie, plus 30 minutes au Sahel-Sahara et 30 minutes au Cône Sud. L'heure qui reste, on la garde pour l'Océanie et la Méditerranée.

Déjeuner et pause comme le premier jour : de 12h45 à 14h15.

L'après-midi on aborde les suites, l'après 2010. Cette réflexion prospective devrait être souple. Elle nous donnera l'air nécessaire pour respirer sans nous sentir étouffés par les rencontres de 2010. Regarder plus loin donne non seulement du courage, mais surtout apporte la sérénité nécessaire pour bien situer l'effort actuel dans une démarche de plus long terme. Les « détails logistiques et financiers » des travaux en cours prendront une dimension plus simple. On verra que le chemin est encore long mais beau.

Pendant cette après-midi, nous consacrerons une bonne heure et demie à l'articulation de l'ensemble, à comment nous tenir au courant, à étudier les modalités pour un renforcement mutuel au-delà des voyages trans-assemblées. Le désir de tisser et d'élargir les liens que nous avons tissés entre nous et surtout avec d'autres initiatives semblables est fort et nous

devons nous préparer à avoir une vision d'ensemble et une stratégie globale. La question clé est de savoir **comment les assemblées citoyennes participent et renforcent la diversité des dynamiques citoyennes et populaires en cours pendant la deuxième décennie du XXI^{ème} siècle**.

Les assemblées proposent la rénovation profonde du contrat social à travers le débat sur les valeurs et sur les propositions pour surmonter les crises actuelles. Les **chartes éthiques** deviennent une réponse à la fois immédiate et durable. Cela voudra dire aussi de rappeler et de réétudier certains objectifs des assemblées en fonction de ce contexte. Par exemple on peut imaginer que les assemblées soient des occasions inédites pour élaborer des déclarations de solidarité en face des changements et crises actuelles, des chartes éthiques, populaires et citoyennes. On réfléchira ensemble à l'opportunité de le faire, soucieux du respect de la diversité de chaque processus dans chaque région.

Nous devons penser à comment mettre en œuvre concrètement l'engagement et la capacité à faire des choses ensemble, malgré les distances… et qui pourraient renforcer à son tour l'utopie collective en construction. On peut penser à la réalisation de vidéo(s), à la compilation des productions fin 2010. Quelque chose que l'on pourrait appeler **valorisation** et qui fait prendre conscience que le tout est bien là, palpable, en marche.

8.2 PARTICIPANTS



- **Alihuen Antileo** – Assemblée régionale de Citoyens du Cône Sud
- **Ambroise Dakouo** - Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique, Assemblée Malienne de citoyens
- **Arnaud Blin** - Forum pour une nouvelle Gouvernance Mondiale
- **Ben Quinones** – Forum asiatique d'économie solidaire
- **Betsan Martin** – Response, Assemblée de citoyens de l'Océanie
- **Charles Kleinermann** – Mouvement Européen International, Assemblée de Citoyennes et de citoyens méditerranéens
- **Elisabeth Dau** – Institut de recherche et de débat sur la gouvernance
- **François Soulard** – Association Traversées
- **Françoise Macé** - Fondation Charles Léopold Mayer - programme Méditerranée
- **Germà Pelayo** - Respolis
- **Gustavo Marin** - Fondation Charles Léopold Mayer
- **Inga Wachsmann** – Citizens for Europe, Fondation Charles léopold Mayer
- **John Anugraha** – Assemblée asiatique de citoyens
- **Mamadou Niang** – Assemblée de citoyens du Sahel-Sahara
- **Pierre Vuarin** - Fondation Charles Léopold Mayer, Terre citoyenne
- **Ricardo Jimenez** – Assemblée régionale de citoyens du Cône Sud